Agence Régionale de Santé
Provence-Alpes
Côte d'Azur

DESTINATAIRE : SERVICES TECHNIQUES
Reçu le - 9 SEP. 2016

VL
My pour info

MAIRIE

83560 VINON SUR VERDON

Service émetteur : DD83 Santé-Environnement

Merci de rappeler impérativement la référence de ce courrier

Affaire suivie par : Laurent POUMARAT
Courriel : laurent.poumarat@ars.sante.fr
Téléphone : 04 13 55 89 31
Télécopie : 04 13 55 89 92

Réf. : DT83/SE/2016/691
Date : 05 SEP. 2016
Objet : Commune de VINON SUR VERDON - Instruction du PLU.
Arrêt du PLU par délibération du 28 juillet 2016
V/Réf. : Votre courrier en date du 16 aout 2016

Courrier arrivé le
DST
7 - SEP. 2016 copie
109985
Mairie de Vinon-sur-Verdon

Dans le cadre de l'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme, vous avez bien voulu demander mon avis sur le PLU arrêté par votre commune par délibération du 28 juillet 2016.

Assainissement :

J'attire votre attention sur l'évolution de la réglementation en matière d'assainissement au travers de l'application de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectifs et aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5.

En effet, cet arrêté, applicable depuis le **1er janvier 2016**, stipule que l'implantation de dispositif d'assainissement collectif ou non collectif de capacité supérieure à 20 équivalent-habitants doit être interdite :

- A moins de **100 mètres** des habitations et des bâtiments recevant du public,
- Dans les **zones à usage sensible** : périmètres de protection de captages d'eau alimentant une communauté humaine disposant d'une déclaration d'utilité publique, zone à proximité d'une baignade (il convient d'intégrer les éléments du profil de vulnérabilité de la baignade),
- A moins de **35 mètres d'un puits privé** utilisé pour l'eau potable d'une famille et dûment déclaré auprès du maire de la commune concernée en application de l'article L.2224-9 du code général des collectivités territoriales.

Au regard du zonage et du règlement de PLU proposés, il apparaît que cette règle d'interdiction d'implantation d'installation d'assainissement de plus de 20 EH à moins de 100 mètres d'habitations et/ou en zones sensibles ne pourra pas toujours être respectée.

Par conséquent, il conviendrait que le règlement de PLU intègre directement ces interdictions d'implantation des dispositifs d'assainissement > 20 EH.

P/le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé PACA
P/la Délégué Départemental du Var
L'ingénieur Sanitaire
M. WEINSCHENK Joël

AGRICULTURES & TERRITOIRES
CHAMBRE D'AGRICULTURE VAR

Courrier arrivé le
15 NOV. 2016
Mairie de Vinon-sur-Verdon

DESTINATAIRE : SERVICES TECHNIQUES
REÇU LE 17 NOV. 2016

VL

Draguignan, le 8 Novembre 2016

Monsieur le Maire
Claude CHEILAN
Hôtel de Ville
66, Avenue de la Libération
83560 Vinon-sur-Verdon

Service: Foncier Aménagement Territoires
Dossier suivi par : Fanny ALIBERT
Nos Réf : AB/EA/FA/SB
Visa Responsable d'Equipe :
Visa Direction :

Objet : Plan Local d'Urbanisme arrêté
Avis de la Chambre Départementale d'Agriculture
Lettre R+AR

Monsieur le Maire,

Personne publique autre que l'Etat, associée à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme, la Chambre Départementale d'Agriculture du Var (CDA83) a été rendue destinataire du Plan Local d'Urbanisme arrêté par délibération du Conseil Municipal le 28 Juillet 2016.

Le dossier complet nous ayant été adressé le 23 Août 2016, c'est à partir de cette date de réception, ainsi que l'atteste le timbre d'enregistrement de notre Compagnie Consulaire, que nous avons fait courir les trois mois réglementaires au titre de l'article L123-9 du Code de l'Urbanisme, pour vous adresser notre avis en qualité de Personne Publique Associée.

D'une manière générale, nous vous rappelons que la « Charte pour une reconnaissance et une gestion durable des territoires départementaux à vocation agricole » (dite Charte Agricole dans la suite du document), signée le 20 juin 2005 et réactualisée le 15 Juin 2015 entre les principales institutions départementales, sert à ce titre de document de référence pour l'élaboration de tous les documents d'urbanisme.

Le dossier, en l'état où il nous a été transmis appelle de notre part des observations.

Siège Social
11, rue Pierre Clément - CS 40203
83006 DRAGUIGNAN Cedex
Tél. : 04 94 50 54 50
Fax : 04 94 50 54 51
Mél : contact@var.chambagri.fr

Antenne de VIDAUBAN
70, avenue du Président Wilson
83550 VIDAUBAN
Tél. : 04 94 99 74 00
Fax : 04 94 99 73 99
Mél : vidauban@var.chambagri.fr

Antenne de HYERES
727, avenue Alfred Décugis
83400 HYERES
Tél. : 04 94 12 32 82
Fax : 04 94 12 32 80
Mél : hyeres@var.chambagri.fr

www.ca83.fr

Le **Rapport de Présentation** dresse un état des lieux agricole relativement exhaustif en prenant appui sur les données du SCoT, du Recensement Général Agricole et d'une étude agricole conduite spécifiquement sur le territoire communal. Ce dernier travail a été élaboré en association avec la profession agricole permettant d'avoir des données socio-économiques plus fines et de recueillir les projets des exploitants. Nous saluons cette démarche.
A noter, en page 36 du Tome 1 du Rapport de Présentation sont précisées les cultures dominantes du territoire à savoir Céréales et Arboriculture. Compte tenu des caractéristiques agricoles communales, une production domine à savoir les Céréales/Grandes Cultures. L'Arboriculture est présente sur la commune mais de manière marginale par rapport à l'activité céréalière.

Sur les autres volets du rapport de présentation, les observations seront formulées dans la suite de l'avis en fonction des thématiques traitées.

Sur le document plus politique qu'est le **PADD**, 5 orientations sont fixées dont un axe spécifique sur l'agriculture : Préserver et valoriser l'environnement agricole et naturel et aller dans le sens d'un développement durable du territoire.
Cette orientation intègre la dimension économique en :

- Maitrisant le développement urbain et en maintenant les terres agricoles en tant qu'espace économique ;
- Préservant et soutenant l'activité agricole.

La CA83 partage ces orientations.

Pour éviter toutes redondances dans l'avis, les observations en lien avec les thématiques : habitat, économie, tourisme... sont formulées dans la partie zonage du présent avis.

La traduction règlementaire du projet de PLU (le **Règlement de la zone A**) appelle de notre part des observations. Au sein de la zone agricole, des secteurs ont été identifiés : Ai et Aj.

La règlementation de la *zone A* (dite agricole « classique » à l'exclusion des secteurs) intègre la suggestion de rédaction du règlement de zone agricole annexée à la Charte Agricole.
Toutefois, des compléments sont à apporter.
Concernant les extensions et les annexes, une disposition visant à limiter les conflits de voisinage et d'usage entre l'habitation du particulier édifiant une extension ou une annexe avec les parcelles agricoles avoisinantes est à introduire. Ainsi, il est préconisé que des zones tampons (haies) soient mises en place par le pétitionnaire dès lors qu'il y a un dépôt de demande d'autorisation pour une extension ou annexe.
Sur le sujet des annexes, une emprise au sol pour les piscines et plages est à définir. De plus, la distance entre l'habitation et les annexes pourraient encore être réduites. Les emprises totales des annexes sont portées à 75 m² hors piscine. Ces emprises nous semblent être trop importantes pour des occupations qui n'ont aucun lien avec l'agriculture. Aussi, il est demandé la réduction de cette emprise.
Votre règlement de zone agricole ne renvoie pas à une annexe caractérisant l'exploitation agricole et la notion de constructions directement nécessaires à son activité ainsi qu'une définition de la notion de constructions directement nécessaires à l'exploitation agricole. Ces éléments sont spécifiés dans la suggestion de rédaction du règlement de zone agricole annexée à la Charte qu'il convient d'intégrer pour clarifier et encadrer les constructions nécessaires à une exploitation agricole.
Enfin, il est demandé à ce que soit rajoutée la possibilité de construction de bâtiments liés aux CUMA (Coopérative d'Utilisation du Matériel Agricole), disposition autorisée par Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme.

Le secteur *Ai* est un espace soumis à un risque inondation dit « élevé » portant sur un espace de 628 ha. Le règlement de la zone est très restrictif. L'espace concerné comprend peu de sièges d'exploitation pour autant cette caractéristique est à prendre en compte dans le règlement afin de permettre à ces exploitations de pouvoir poursuivre et développer leur activité tout en prenant en compte le risque inondation, par exemple, en autorisant la création de hangars ouverts sur deux côtés au moins....

Le secteur *Aj* est un secteur de jardins familiaux étendu sur 4 ha. La CA83 n'a pas d'observation sur cette zone compte tenu de sa localisation entre le

Verdon et une zone habitée. Sur le règlement de la zone, il serait opportun de définir une OAP afin d'orienter et d'encadrer l'organisation de cet espace.

Sur le sujet des **plans de zonages et de l'affectation des sols**, surfaciquement, la zone agricole entre le POS et le PLU arrêté est passée de 1 292 ha à 1 257 ha soit une baisse de 35 ha.

Déclassement de 32.3 ha de zones agricoles du POS au profit de zones naturelles du PLU

Site des carrières
La CA83 n'a pas d'observation sur ce déclassement qui est une mise en cohérence du zonage avec la réalité du terrain.

Parc Photovoltaïque de 14 ha
La CA83 n'a pas d'observation sur ce déclassement qui est une mise en cohérence du zonage.

Secteur Nhi – espace bâti de 1.5 ha
Compte tenu de l'anthropisation de l'espace, la CA83 n'a pas d'observation sur ce déclassement.

Secteur Ne – Projet de bassin de rétention sur 3 ha
L'espace concerné est une ancienne zone d'extraction de matériaux. Compte tenu de cette caractéristique, la CA83 n'a pas d'observation.

Déclassement de 5,7 ha de zones agricoles du POS au profit de zones d'urbanisation au PLU

Secteur de Pégouy
La zone urbaine du quartier de Pégouy s'étend sur une zone NC du POS. Cette zone agricole est aujourd'hui enclavée entre l'aérodrome, la zone urbaine habitée et une route, la déconnectant de la plaine agricole. Cet espace comprend 4 parcelles dont 3 sont sous exploitées voir anthropisées pour certaines.
Cette extension porte sur un peu moins de la moitié de cette zone NC soit environ 5 ha. Le déclassement a pour objet de :

- Développer l'habitat (zone UCd);
- Conforter une activité touristique (zone Ut) ;
- Implanter une zone à vocation économique destinée à accueillir la caserne des pompiers et des activités artisanales et commerciales (zone UEc).

Compte tenu de l'emprise concernée, des caractéristiques du site, des contraintes communales liées à la prise en compte du risque inondation... la CA83 ne s'oppose pas à ce déclassement.

Secteur des Adrechs

Une petite parcelle est concernée comprenant du bois et des oliviers. Compte tenu de la localisation de la parcelle, de l'emprise du déclassement et des caractéristiques du site, la CA83 n'a pas d'observation à formuler.

Secteur du Pas de Menc

Ce déclassement est une rectification pour intégrer une voirie. La CA83 n'a pas d'observation sur ce déclassement.

Déclassement de 3 ha de zones naturelles du POS au profit de la zone A du PLU arrêté.

A l'extrémité Est, de la commune, en direction de Gréoux-les-Bains, des parcelles agricoles ont été reclassées en zone agricole. Cette réaffectation des sols est cohérente avec la réalité de terrain.

La zone A est, par ailleurs, concernée par plusieurs *emplacements réservés.*

- ER 43 : Création d'un groupe scolaire d'une superficie de 9 000 m²

Compte tenu du risque inondation, la commune a recherché un nouveau site pour l'accueil d'un groupe scolaire. Avant toute concrétisation du projet, étant donné que cette structure va accueillir du public dit « sensible » (enfants...), il est demandé que soient prévues des mesures de protection physique en bordure de parcelle agricole. Ces mesures de protection doivent être positionnées dans l'emprise du groupe scolaire et non sur les parcelles agricoles avoisinantes. Par mesure de protection est entendue haie anti dérive implantée sur une zone d'une largeur minimum de 5 mètres. Cette disposition fait suite à un arrêté préfectoral qui va prochainement fixer des dispositions en application de l'article L253-7-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

- ER 47 : Création d'un bassin de rétention de 15 010 m².

Cet emplacement réservé va impacter du foncier agricole exploité. Il est demandé à ce que le projet soit réalisé en concertation avec l'exploitant.

- ER 38, 39 et 40 : Espaces verts en bordure du Verdon (16 ha)

Il est demandé à ce que ces ER portent spécifiquement sur les ripisylves du Verdon et n'empiètent pas sur les parcelles agricoles.

Au regard de l'ensemble des éléments développés précédemment, sur le PLU arrêté, la CA83 émet un **avis favorable sous réserves** notamment de modifications à apporter au règlement de zone agricole.

Les observations que nous formulons ici, le sont au nom des intérêts généraux de la Profession agricole et de l'Agriculture que nous avons pour mission de représenter et de défendre pour répondre aux objectifs de développement durable de cette activité économique.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Maire, en l'assurance de nos sincères salutations.

Alain BACCINO
Président de la Chambre d'Agriculture



CCI VAR

DESTINATAIRE : SERVICES TECHNIQUES
REÇU LE 13 OCT. 2016

Courrier arrivé le
12 OCT. 2016
Mairie de Vinon-sur-Verdon

Le Président

Monsieur Claude CHEYLAN
Maire de Vinon-sur-Verdon
Hôtel de Ville
66 avenue de la Libération

83 560 VINON-SUR-VERDON

VL

Toulon, le 07 OCT. 2016

Monsieur le Maire,

Dans le cadre de la consultation des Personnes Publiques Associées et en application des dispositions du Code de l'Urbanisme, vous avez bien voulu nous transmettre pour avis le projet de Plan Local d'Urbanisme de votre commune, et nous vous en remercions.

Notre Chambre consulaire est très attentive aux orientations en faveur du développement économique, car il s'agit d'un enjeu essentiel pour l'attractivité du territoire et l'évolution des entreprises qui y sont implantées.

Votre volonté de développer l'économie et l'emploi sur la commune est affichée clairement dans votre document. Nous soulignons votre objectif visant à favoriser la mixité des fonctions urbaines dans les quartiers résidentiels proches du centre-ville, afin de conforter la vie de quartier et maintenir les commerces et services dans les différents pôles de proximité. Toutefois vous n'affichez pas distinctement dans les orientations économiques de votre Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), des mesures pour conforter les activités du centre-ville, alors qu'il s'agit du premier pôle d'emplois, de services et d'équipements de la commune. La préservation des activités de proximité dans la centralité est en effet pour nous une nécessité pour assurer le maintien de la population, et nous vous encourageons à prendre en compte cette notion dans votre document.
Plusieurs mesures évoquées dans votre document à une échelle plus globale peuvent s'appliquer sur le centre-ville, et permettre de préserver les activités en facilitant leur fréquentation : l'amélioration et la requalification des espaces publics, la valorisation du paysage urbain, la sécurisation des modes de déplacements…autant d'éléments qui doivent inciter les habitants à se réapproprier le noyau urbain.

Votre commune souhaite par ailleurs renforcer et diversifier ses activités économiques en s'inscrivant dans la dynamique du territoire d'influence dont elle fait partie, liée à la proximité du Centre d'Energie Atomique de Cadarache. Il s'agit effectivement d'un enjeu majeur car le projet ITER est un levier de développement puissant pour le territoire environnant, avec des conséquences importantes pour l'économie locale comme l'arrivée de nouvelles populations qualifiées et des demandes d'implantations d'entreprises en lien avec son développement. Nous avons d'ailleurs déjà eu l'occasion d'y travailler avec vous dans le cadre de projets d'implantation d'entreprises accompagnés par l'Agence de Développement Economique du Var, qui est un service intégré de notre CCI.
Pour répondre à cette demande votre PLU prévoit la création d'un nouvel espace à vocation économique au nord de la commune (zone d'intérêt communautaire des Plaines - zonage 2AUe), qui doit permettre d'accueillir notamment des petites unités industrielles et des entreprises tertiaires. Nous saluons pleinement cette démarche qui permet d'ancrer les répercussions du projet ITER dans l'économie du territoire, intégrant ainsi votre commune dans cette dynamique économique importante et porteuse d'emplois.
Cette stratégie vous permettra également de proposer aux entreprises des pôles de compétitivité « Cap Energies » et « Parfums, Arômes, Senteurs, Saveurs » une capacité à se déployer localement et affirmer l'identité économique du territoire.

Concernant la zone d'activités du Pas de Menc, nous avons bien noté sa situation contraignante liée au risque inondation, qui limite ses possibilités de développement et l'implantation de nouvelles entreprises.

236 boulevard Maréchal Leclerc - CS 90008 - 83107 Toulon Cedex
T. 04 94 22 80 00 - F. 04 94 22 80 01 www.var.cci.fr

Comme vous le soulignez il est néanmoins nécessaire de soutenir les activités existantes tout en travaillant sur des aménagements adaptés sur le site. Par ailleurs, il nous parait indispensable de veiller à respecter l'équilibre économique entre le centre et la zone d'activités en travaillant sur la complémentarité de l'offre : les activités commerciales doivent ainsi être privilégiées dans le centre-ville pour garantir son attractivité.

Le tourisme est un moteur de développement important pour la commune, et l'affirmation de cette vocation apparaît comme un des principaux objectifs dans votre projet. La présence du Verdon, d'équipements sportifs significatifs, et d'un patrimoine naturel et architectural de qualité, représente effectivement un potentiel indéniable pour conforter le développement du tourisme et des loisirs sportifs. L'enjeu est fort pour la commune dans l'optique de diversifier le tissu économique local et renforcer son attractivité.
L'amélioration de l'accueil et de l'hébergement touristique est donc un point essentiel pour développer le tourisme sur le territoire. A ce titre nous notons avec satisfaction les incitations réglementaires en faveur de l'hébergement touristique dans votre document, ainsi que la création d'une zone de projet (zone 2AUt) qui vise à renforcer les capacités d'hébergement pour fixer durablement la clientèle touristique sur la commune.

Pour notre Chambre consulaire la prise en compte des enjeux numériques est aujourd'hui un facteur indispensable pour accompagner l'évolution et la compétitivité des entreprises. La présence d'infrastructures performantes dans ce domaine est en effet un élément d'implantation déterminant selon le type d'activité. Nous notons cependant que cet enjeu n'apparaît pas dans vos orientations stratégiques, alors même que l'environnement économique de votre commune est fortement lié au développement du numérique. Nous vous encourageons donc vivement à intégrer dans le PADD des objectifs favorisant l'essor des infrastructures numériques, en particulier dans les secteurs où se concentrent les activités économiques.

Enfin, le développement de l'habitat sur votre commune nous semble devoir être envisagé en lien direct avec le développement économique du territoire (projet ITER), en particulier dans la réponse à apporter au besoin en logements des actifs. Nous adhérons donc à vos différentes dispositions en faveur d'une plus grande diversité du parc de logements afin de répondre à la demande des habitants et des actifs. Les opérations de logements programmées doivent ainsi assurer l'équilibre des fonctions urbaines sur la commune. Dans cette logique les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) à vocation d'habitat sur les secteurs de Pegouy et des Adrechts permettront d'apporter en partie une réponse à ces besoins en assurant une offre adaptée aux actifs du territoire.

Nos services se tiennent à votre disposition pour tout développement complémentaire sur l'ensemble de ces thématiques.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Maire, en l'assurance de notre considération distinguée.

Le Président,



Jacques BIANCHI

Affaire suivie par :
Direction Front Office
Pôle Prospective et Développement Territorial
Joanin MAILHAN
Tél : 04 94 22 80 13

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAR

Courrier arrivé le
5 DEC. 2016
Mairie de Vinon-sur-Verdon

VL

DESTINATAIRE : SERVICES TECHNIQUES
REÇU LE 06 DEC. 2016

Direction départementale des territoires et de la mer du Var

Service aménagement durable

Bureau territoire et aménagement
Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF)

Affaire suivie par :
Clémentine Voisin – Brigitte Leclerc
Téléphone 04 94 46 80 86 – 82 43
Fax 04 94 46 80 08
Courriel : ddtm-cdcea@var.gouv.fr

Toulon, 02 DEC. 2016

Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

à

Monsieur Claude Cheilan
Maire de Vinon-sur-Verdon
Hôtel de Ville
Avenue de la Libération
83560 Vinon-sur-Verdon

Objet : Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) du Var du 30 novembre 2016 – Commune de Vinon-sur-Verdon – Plan local d'urbanisme (PLU) arrêté le 28 juillet 2016

Monsieur le Maire,

La Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) du Var, en date du 30 novembre 2016, a examiné le projet de PLU, arrêté le 28 juillet 2016, de votre commune.

La commission émet un avis favorable sur le projet tel que présenté, à l'unanimité des membres présents ou représentés, sous réserves :

1. de compléter le règlement des zones A et des zones N, en précisant que pour chaque nouvelle construction à usage de logement, ou chaque extension de construction à usage de logement, au contact de parcelles cultivées, une haie devra être implantée ;
2. de compléter les dispositions du règlement du PLU en intégrant en annexe la définition de l'exploitation agricole figurant dans la « nouvelle suggestion de règlement de la zone agricole » de la Charte agricole du Var ;
3. d'autoriser l'implantation de bâtiments nécessaires au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) en zone agricole, conformément aux nouvelles dispositions de l'article R151-23 du code de l'urbanisme.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet,
Le directeur départemental adjoint
des Territoires et de la Mer
Vincent CHÉRY

Sapeurs-Pompiers
du Var

Direction départementale

DESTINATAIRE :
SERVICES TECHNIQUES
Reçu le 15 SEP. 2016

Courrier arrivé le
14 SEP. 2016
Mairie de Vinon-sur-Verdon

GROUPEMENT PREVISION
Service : DFCI/RN
NUMERO : 008154
Affaire suivie par : Capitaine BRASSEUR/BR
Téléphone : 04 94 60 37 93
Fax : 04.94.60.37.50

Draguignan, le - 6 SEP. 2016

Le Directeur Départemental

à

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
83560 VINON SUR VERDON

Objet : Commune de : **VINON SUR VERDON - Dossier PLU arrêté -**

Ref : Votre courrier du 16 août 2016.

J'accuse réception de votre courrier cité en référence relatif à l'arrêt du PLU de la Commune de **VINON SUR VERDON**.

La commune **de VINON SUR VERDON** étant soumise au risque feu de forêt, la problématique posée par l'urbanisation face aux espaces boisés doit être prise en compte dans le P.L.U.

A ce titre, nous formulons les observations suivantes quant aux dispositions qui pourraient être prises au regard du risque feu de forêt auquel certaines zones demeurent soumises mais également de manière générale en matière de défense et de lutte contre l'incendie.

Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Groupement Prévision

Lieutenant-colonel Michel DUTREUX

PJ : Dispositions constructives.

ANNEXE

I – Zones AU

L'ouverture à l'urbanisation de ces zones devra s'accompagner des aménagements suivants :

Accès et voirie

Les voiries d'accès devraient être à double issue sur les voies principales ouvertes à la circulation publique pour permettre aux véhicules de secours de circuler sur tout le pourtour de chaque zone.

Ces voies d'accès qui constituent également la desserte de ces zones devraient posséder les caractéristiques suivantes :

- largeur minimale de 6,00 mètres, bandes de stationnement exclues ;
- Force portante calculée pour un véhicule de 19 Tonnes ;
- Rayon intérieur minimum R : 11 mètres ;
- Sur-largeur S= 15/R dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres (S et R exprimés en mètres) ;
- Hauteur libre au-dessus de la voie de 3,50 mètres ;
- Pente en long inférieure à 15%.

Ces voies seront raccordées à celles des secteurs urbanisés contigus afin de former une voie périphérique de l'ensemble des zones urbanisées. S'il n'existe pas de constructions contiguës, des réservations devront être réalisées en prévision d'un raccordement avec les voies futures.

Les voiries internes auront les caractéristiques suivantes :

- Largeur minimale de 5,00 mètres bandes de stationnement exclues ;
- Ces voiries seront de préférence à double issue ;
- Les culs de sac devront être de longueur inférieure à 80 mètres et équipés en bout d'une aire ou d'un TE de retournement réglementaire ;
- Force portante calculée pour un véhicule de 19 Tonnes ;
- Rayon intérieur minimum R : 11 mètres ;
- Sur-largeur S= 15/R dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres (S et R exprimés en mètres) ;
- Hauteur libre au-dessus de la voie de 3,50 mètres ;
- Pente en long inférieure à 15%.

Espaces naturels, espaces libres et plantations

Débroussaillement et maintien en état débroussaillé conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur de la totalité des unités foncières.
Créer une interface (débroussaillement 100m) au niveau des zones 1AUb et 2AU en contact avec la forêt (quartier La Magnanerie-Les Adrets).

Caractéristiques des terrains - distance aux constructions voisines - densité

Une densité minimale de cinq bâtiments à l'hectare devrait être obtenue sur le territoire concerné par ces zones.

II - Zones U

La poursuite de l'urbanisation dans ces zones doit s'accompagner :

- De la mise en œuvre des élargissements de voiries en tenant compte du nombre d'habitations desservies :

  - 4 mètres de 1 à 10 habitations ;
  - 5 mètres de 11 à 50 habitations ;
  - 6 mètres au-delà de 50 habitations.

- Du maillage des voies en supprimant au maximum les culs de sac ;
- De la réalisation d'aires de retournement d'au moins 200 m2 ou un TE à l'extrémité de tous les culs de sac ;
- Du débroussaillement réglementaire conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur.
- Création d'une interface (débroussaillement 100m) au niveau des zones UCb et UCd en contact avec la forêt (quartier Rampoun).

III - Zones A

Les autorisations et utilisations du sol admises dans ces zones par le règlement ne sauraient être acceptées sans la prise en compte du risque d'incendie de forêt dans le cadre des dispositions de l'article R 111.2 du code de l'urbanisme. En outre, ces autorisations doivent s'accompagner de la mise en œuvre des dispositions de l'article R 111.5 du code de l'urbanisme au titre de l'accessibilité des moyens de secours.

Une étude au cas par cas sera nécessaire afin de déterminer la compatibilité du projet envisagé avec ces règles de sécurité (emplacement sur le terrain, accès, points d'eau, ...) et les dispositions constructives figurant en annexe pourront êtres demandées pour certaines constructions.

IV - Zones N

Les autorisations et utilisations du sol admises dans ces zones ne sauraient être acceptées sans la prise en compte du risque d'incendie de forêt dans le cadre des dispositions de l'article R 111.2 du code de l'urbanisme. En outre, ces autorisations doivent s'accompagner de la mise en œuvre des dispositions de l'article R 111.5 du code de l'urbanisme au titre de l'accessibilité des moyens de secours.

Une étude au cas par cas sera nécessaire afin de déterminer la compatibilité du projet envisagé avec ces règles de sécurité (emplacement sur le terrain, accès, points d'eau, ...) et les dispositions constructives figurant en annexe pourront êtres demandées pour certaines constructions.

V EMPLACEMENTS RESERVES

L'élargissement des voies et des chemins sur la commune doit pouvoir tenir compte des conditions d'accès des véhicules d'incendie et de secours. Aussi, il y a lieu de proscrire la présence de voie inférieure à 4 mètres, hormis les chemins réputés comme piétonniers.

Le désenclavement et le maillage de secteurs devront être systématiquement recherchés.

L'absence d'impasse supérieure à 80 mètres devra également être favorisée avec systématiquement la réalisation d'aire de retournement ou d'un espace d'au moins 200 m² en bout de voie.

La prise en compte des pistes DFCI en tant qu'espace réservé permettrait de fixer les caractéristiques et l'usage spécifiques de ce type d'ouvrage dans un PLU.

VI DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE (DECI).

Dans le respect de l'article L 2213-32 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) : Le Maire assure la Défense Extérieure Contre l'Incendie (D.E.C.I) .

La DECI est précisée aux articles L 2225-1 à L2225-4 du CGCT.

La création et l'aménagement des points d'eau d'incendie sont poursuivis en fonction de l'urbanisation existante, de son évolution et des risques de toutes natures à la charge des collectivités territoriales, en conformité avec le Règlement Opérationnel (R.O) des Services d'Incendie et de Secours en vigueur.

DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES GENERALES

Pour tout projet de construction en zone à risque, il est de la responsabilité de son propriétaire de prévoir et de s'assurer de sa mise en sécurité, en prenant toutes les mesures techniques appropriées pour se prémunir contre le risque d'incendie de forêt ou pour en limiter les conséquences.

La nature et les conditions d'exécution des techniques de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maitre d'ouvrage et du maitre d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés.

Ces dispositions viennent en complément de celles imposées par ailleurs par les règlements de sécurité contre l'incendie relatifs aux établissements recevant du public, aux immeubles d'habitation et aux ICPE.

FAÇADES

Les façades exposées des bâtiments doivent être constituées par des murs en dur présentant une résistance de degré coupe feu 1 heure. Les revêtements de façades doivent présenter un critère de réaction au feu M1 ou équivalent européen, y compris pour la partie de façades exposées incluses dans le volume des vérandas.

OUVERTURES

Toutes les baies et ouvertures des façades exposées, y compris celles incluses dans le volume des vérandas doivent :

- soit être en matériaux de catégorie M1 minimum ou équivalent européen équipés d'éléments verriers pare flamme de degré une demi-heure,
- soit pouvoir être occultées par des dispositifs de volets, rideaux, ou toutes autres dispositions permettant à l'ensemble des éléments constituant ainsi la baie ou l'ouverture de présenter globalement l'équivalence d'une résistance de degré coupe-feu .1 /2 heure.

Dans tous les cas, les jointures devront assurer un maximum d'étanchéité.

COUVERTURES

Les revêtements de couverture doivent être classés en catégorie MO - ou équivalents européens- y compris les parties de couverture incluses dans le volume des vérandas.

Toutefois, les revêtements de couverture classes en catégorie M1, M2, M3 - ou équivalents européens - peuvent être utilisés s'ils sont établis sur un support continu en matériau incombustible ou tout autre matériau reconnu équivalent par le Comite d'Etude et de Classification des Matériaux.

Il ne devra pas y avoir de partie combustible à la jonction entre la toiture et les murs.

Les aérations des combles seront munies d'un grillage métallique fin de nature à empêcher l' introduction de projections incandescentes.

Les dispositifs d'éclairage naturel en toiture, dômes zénithaux, lanterneaux, bandes d'éclairage, ainsi que les dispositifs de désenfumage en toiture pourront être réalises en matériaux de catégorie M3 -ou équivalents européens- si la surface qu'ils occupent est inferieure à 10% de la surface totale de la toiture.

Dans le cas contraire, ils seront obligatoirement réalisés en matériaux de catégorie M2 – ou équivalents européens.

Les toitures seront régulièrement curées des aiguilles et feuillages s'y trouvant pour prévenir les risques de mise à feu.

Cheminées à feu ouvert

Les conduits extérieurs :

- seront réalisés en matériau MO présentant une résistance de degré coupe feu 1 /2. heure depuis leur débouché en toiture jusqu'au niveau du clapet et munis d'un pare-étincelles en partie supérieure.
- seront équipés d'un dispositif d'obturation stable au feu actionnable depuis l'intérieur de la construction, et de nature à empêcher l'introduction de projections incandescentes.

Conduites et canalisations diverses

Les conduites et canalisations extérieures apparentes desservant la construction doivent présenter une réaction au feu M1.

Gouttières et descentes d'eau

Les gouttières et descentes d'eau doivent être réalisées en matériaux M1 minimum.

Elles seront régulièrement curées des aiguilles et feuillages s'y trouvant pour prévenir les risques de mise à feu des toitures et des combles.

Auvents

Toitures réalisées en matériau M1 minimum et ne traversant pas les murs d'enveloppe de la construction.

Barbecues

Les barbecues doivent être situés hors de l'aplomb de toute végétation et être équipés :

- de dispositifs pare étincelles, de bac de récupération des cendres,
- d'un sol M0 ou équivalent européen de 2 mètres tout autour du foyer,
- d'une réserve d'eau située a proximité.

RÉSERVES DE COMBUSTIBLE

Les citernes ou réserves d'hydrocarbures liquides ou liquéfies seront enfouies conformément aux règles régissant ces installations.

Les conduites d'alimentation depuis ces citernes jusqu'aux constructions seront également enfouies à une profondeur réglementaire - aucun passage à l'air libre ne sera maintenu.

Toutefois, si l'enfouissement des citernes et des canalisations s'avère techniquement difficilement réalisable (sols rocheux...), celles-ci devront être ceinturées par un mur de protection en maçonnerie pleine de 0,10 mètre d'épaisseur au moins (ou tout autre élément incombustible présentant une résistance mécanique équivalente), dont la partie supérieure dépasse de 0,50 mètre au moins celles des orifices des soupapes de sécurité ; au pied de ces ouvrages, une ouverture grillagée de dimensions minimales 10 cm x 10 cm sera aménagée au ras du sol ; Le périmètre situé autour des ouvrages devra être exempt de tous matériaux ou végétaux combustibles sur une distance de 5 mètres mesurée à partir du mur de protection.

Les bouteilles de gaz seront protégées par un muret en maçonnerie pleine de 0,10 mètre d' épaisseur au moins dépassant en hauteur de 0,50 mètre au moins l'ensemble du dispositif ; au pied de ces ouvrages, une ouverture grillagée de dimensions minimales 10 cm x 10 cm sera aménagée au ras du sol .

Les réserves et stockages de combustible non enterres seront éloignés d'au moins 10 mètres de toute construction ne leur servant pas d'abri.

Courrier arrivé le
Mairie de Vinon-sur-Verdon

Durance Luberon Verdon
AGGLOMÉRATION

Manosque, le 18 Novembre 2016

Bernard JEANMET-PERALTA
Président de « Durance Luberon Verdon »
AGGLOMÉRATION
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

à

Monsieur le Maire
Hôtel de ville
66, Avenue de la Libération
83560 Vinon-sur-Verdon

Service Planification Urbaine

Adresse mail : bagostini@dlva.fr
V/Réf :
N/ Réf :

Affaire suivie par : Bruno Agostini

Objet : Avis sur arrêt de projet du PLU

Monsieur le Maire,

Par courrier reçu le 22 août 2016, vous m'avez transmis le projet de PLU de votre commune, arrêté par délibération du conseil municipal en date du 28 juillet 2016, délibération qui a également pour objet de tirer le bilan de la concertation. Je tiens tout d'abord à saluer la qualité du travail fourni et le détail d'analyse de votre territoire. Les objectifs d'urbanisation présentés dans le Projet D'Aménagement et de Développement Durable (PADD) de votre PLU respectent les souhaits édictés dans le P.A.D.D du Schéma de Cohérence Territoriale de la région de Manosque approuvé le 19 décembre 2012.

Les objectifs paysagers, urbains et économiques du PADD de Vinon-sur-verdon sont :

- **Protéger l'environnement et prévenir les risques**
  - Maintenir les zones agricoles en territoire inondable pour protéger l'urbanisation du risque inondation
  - Protéger les personnes et les biens contre le risque inondation
  - Préserver les biens et les personnes contre l'ensemble des risques existants.
- **Affirmer l'identité de la ville et de ses quartiers**
  - Maîtriser le développement démographique pour ne pas excéder 5700 habitants d'ici 10 ans, en cohérence avec les objectifs du SCOT et du PLH.
  - Promouvoir une consommation économe de l'espace
  - Répondre aux besoins en logement, en adéquation avec les objectifs du PLH
  - Fixer des limites claires à l'urbanisation
  - Restructurer et revitaliser le centre de Vinon-sur-Verdon
  - Réaliser un développement urbain de qualité
  - Adapter l'offre d'équipements publics

Siège social : Mairie de Manosque – Place de l'Hôtel de Ville – 04100 Manosque
Tél. 04 92 70 34 56 – Fax 04 92 70 34 99
www.dlva.fr

- **Conforter et développer l'emploi**
    - Développer la mixité des fonctions urbaines dans les quartiers résidentiels proches du centre
    - Renforcer les emplois, diversifier le tissu économique en cohérence avec l'environnement proche et le grand territoire
    - Organiser le pôle touristique lié aux sports et diversifier l'offre d'hébergement touristique.
- **Mettre en place une nouvelle politique de déplacements**
    - Maitriser les déplacements interurbains vers Manosque et Cadarache
    - Améliorer les connexions entre les quartiers et développer l'accessibilité au centre-ville par des liaisons douces.
    - Améliorer l'offre de stationnements.
- **Préserver et valoriser l'environnement agricole et naturel et aller dans le sens d'un développement durable du territoire.**
    - Maitriser le développement urbain et maintenir les terres agricoles en tant qu'espace économique
    - Résoudre les problèmes de réseaux d'eau et d'assainissement
    - Mettre en valeur les espaces naturels

Conformément aux articles L153-14, L153-16 et L153-17 du Code de l'Urbanisme qui stipulent que « *L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal arrête le projet de plan local d'urbanisme.*

Le projet de plan arrêté est soumis pour avis :

1° Aux personnes publiques associées à son élaboration mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 ;

2° A la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime lorsque le projet de plan local d'urbanisme couvre une commune ou un établissement public de coopération intercommunale situés en dehors du périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé et a pour conséquence une réduction des surfaces des espaces naturels, agricoles et forestiers ;

3° Au comité régional de l'habitat et de l'hébergement prévu à l'article L. 364-1 du code de la construction et de l'habitation lorsque le projet de plan local d'urbanisme tient lieu de programme local de l'habitat.

Le projet de plan arrêté est également soumis à leur demande :

1° Aux communes limitrophes ;

2° Aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés ;

3° A la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime. »

Conformément à l'article L131-4 du code de l'urbanisme qui dispose « *Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :*

1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;

2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;

3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports ;

4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;

5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes conformément à l'article L. 112-4 ».

Considérant le Document d'Orientations Générales du SCOT de la région de Manosque composé d'un document écrit et de deux cartes graphiques qui constituent le document technique définissant les prescriptions avec lesquelles les PLU devront être compatibles,

Considérant le projet de PLU arrêté de la commune de Vinon-sur-Verdon,

Voici les commentaires de DLVA :

Prescriptions paysagères

Le projet de PLU reprend les mesures de protection du DOG du SCOT dans le 5ème objectif du PADD concernant la prise en compte des cônes de vue et de l'entrée de ville est coté Gréoux les Bains. Les cartes thématiques du PADD affichent la volonté de la commune de préserver les cônes de vue référencés au SCOT. De plus, les OAP intègrent des prescriptions concernant les franges urbaines à traiter avec la trame verte et l'espace agricole.

Cependant, on ne retrouve ensuite aucune prescription afférente. Le projet de PLU gagnerait à préciser les mesures concrètes de préservation des vues de la silhouette villageoise, des préconisations apparaissent dans les orientations d'aménagement et de programmation qui vont dans le bon sens mais ne sont que des préconisations, des prescriptions pourraient aider à la formalisation de projets futurs notamment dans le secteur des Quartons en entrée ouest et dans le quartier de l'adret en indiquant les objectifs attendus des études paysagères.

Des mesures de protections des éléments paysagers et patrimoniaux présentant un intérêt, font l'objet de mesures de protection par le biais de l'article L151-19 du code de l'urbanisme en compatibilité avec les orientations du SCOT.

Prescriptions environnementales

Globalement les trames vertes et bleues font l'objet d'un zonage PLU cohérent avec leur préservation et les activités qui peuvent y être admises. On note une correspondance entre le zonage du SCOT et la carte du PADD du PLU. Cette correspondance se retrouve dans les cartes du zonage.

Cependant, il n'est fait aucune distinction entre les trois niveaux de trame verte pourtant très bien étudiés dans le rapport de présentation du PLU, il est rappelé que de ce classement découle des prescriptions particulières à mettre en place dans les différents secteurs pour respecter la compatibilité.

Le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et la protection de sites d'intérêt écologique pourraient faire l'objet le cas échéant de mesures de protection par le biais des articles L151-19 et L151-23 du code de l'urbanisme, seule la confluence Verdon Durance fait l'objet d'un classement en Espace Boisé Classé. Les rives du Verdon pourraient également faire l'objet de protection en particulier au niveau du camping, le lit de la rivière étant classé en trame verte de niveau 1 et en trame bleue.

Prescriptions agricoles

Le projet de PLU respecte la trame jaune définie au SCOT. Globalement, le PLU n'impacte pas la zone agricole. Celle-ci voit sa surface légèrement diminuer en raison du basculement de petites extensions urbaines sur la zone agricole. Celles-ci sont justifiées par le risque d'inondabilité contraignant une partie de la zone déjà urbanisée et où aucune densification n'est possible. Une étude agricole est fournie conformément à la prescription du SCOT en la matière.

Siège social : Mairie de Manosque – Place de l'Hôtel de Ville – 04100 Manosque
Tél. 04 92 70 34 56 – Fax 04 92 70 34 99
www.dlva.fr

Prescriptions économiques

La commune a pour objectif de conforter et de développer l'emploi, notamment en développant les activités touristiques en lien avec ses atouts, l'aérodrome et la base de canoë Kayak. Un secteur d'activité touristique est défini dans le zonage afin de développer un pôle hôtelier à proximité de l'aérodrome, attention toutefois car ce secteur UT apparaît comme le site de la gendarmerie dans l'exposé des choix retenus et comme secteur de développement hôtelier dans le PADD et le règlement. Un secteur touristique est également défini dans le PADD le long de la rive droite du Verdon où le camping municipal est positionné mais où le reste de la zone est classée en secteur Aj (jardins familiaux) et Ni, ce point devra être clarifié.

Elle a également prévue la création d'une zone d'activité définie dans le SCOT au lieu-dit Les Plaines afin d'accompagner le programme ITER et pour lequel DLVA s'est positionnée. Un secteur 2 AUe est ainsi créé en dehors de la trame verte à proximité de la route départementale en entrée de ville nord. Ce secteur est également inscrit dans le schéma de développement économique.

Le PLU est également en compatibilité avec le SCOT puisqu'il prévoit le développement de l'économie présentielle dans le tissu urbain en favorisant la mixité fonctionnelle dans le secteur déjà bâtis des Adrechs.

Prescriptions d'Urbanisme – Habitat

La commune de Vinon est classée en pôle relais dans l'armature urbaine du SCOT de DLVA.

Le projet de PLU de la commune de Vinon prévoit que l'urbanisation se fera majoritairement en densification, au sein de l'enveloppe urbaine existante (10-12ha d'extension contre 20ha en densification dans le PADD).

Le projet de la commune est très volontaire car il prévoit une hypothèse de développement de la commune à 5700 habitants d'ici 2026, soit 2% de croissance par an, certes inférieure à la croissance de plus de 3% constatée sur la période précédente mais supérieur à la période de crise qui n'est que de 1,2% par an. Ceci dit la commune est une des plus dynamiques du SCOT de par son positionnement géographique à proximité du CEA de Cadarache et d'Iter et sa politique volontaire en matière de logements.

Le SCOT approuvé en 2012 prévoit environ 437 habitants de plus à l'horizon 2030 uniquement dans les deux extensions urbaines de Pegouy et la Clape avec des densités de 15 à 25 logements par hectares.

L'hypothèse retenue dans le projet de PLU se base sur un taux de croissance de 2%.
A cette hypothèse, il faut ajouter la nécessaire production de logements pour répondre aux besoins du point mort permettant le maintien de la population locale (décohabitation, divorces…)
Sur la base du scénario retenu il serait donc nécessaire de réaliser 70 à 120 logements à l'échéance du PLU, afin de répondre à l'objectif de maintien de la population actuelle tenant compte du phénomène de desserrement des noyaux familiaux. Le PLU affiche la volonté d'accueillir 1500 habitants de plus avec un noyau familiale de l'ordre de 2,3 habitants par logements, cela représente 650 logements.

La méthode de calcul retenue pour justifier des extensions nécessaires à l'atteinte de cet objectif en matière de logements n'a pas précisée de pourcentage de rétention foncière, ce qui pourrait être ajouté notamment pour le quartier des Adrechs.

Par ailleurs dans le secteur en extension identifiés au SCOT « **Pegouy** », le PLU respecte la densité de logements à l'hectare indiquée (15). Il fait également l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation précisant les conditions de son urbanisation par des opérations d'ensemble d'au moins 10 logements ce qui permet de s'assurer d'un développement cohérent et maîtrisé de ces secteurs.

Cette orientation d'aménagement permet également d'assurer sa réalisation en cohérence et en lien avec l'existant (réalisation de voiries, de déplacements doux, protection des ripisylves et espaces boisés...)

De même, elle tient compte des obligations en matière de réalisation de logements sociaux auxquelles la commune doit répondre. A ce titre, pour tout projet de logements en secteur 1 AUa ayant pour effet de créer 4 à 10 logements, il conviendra d'y réaliser au moins 25% de logements locatifs conventionnés et les opérations de plus de 11 logements devront réaliser au moins 30% de logements locatifs conventionnés. Ces chiffres apparaissent comme un minimum pour résorber le retard.

Le secteur 1AUa définit parallèlement un CES de 20% et une obligation d'espace vert de 50%, ce qui risque de contraindre la volonté de densification.

Afin de favoriser le développement des logements sociaux, la commune pourrait utilement attribuer, pour les programmes composés uniquement de logements conventionnés, une majoration de 30% du CES, et une minoration des obligations en matière d'espaces verts.

Une seconde orientation d'aménagement couvre un secteur « en dents creuses », le secteur des « **Adrechs** » les prescriptions afférentes sont identiques à celles de Pegouy, les taux de densité sont un peu plus importants montrant ainsi la volonté de la commune de rentabiliser ces espaces. Ceci dit, les zones UCa et UCb ne définissent pas d'obligation d'opération d'aménagement d'ensemble puisqu'il s'agit de zones urbaines et le PLU définit des obligations en matière de logements conventionnés à partir de 4 logements créés. Ici aussi afin d'inciter à la création de ce type de logements, des majorations de CES et des minorations des obligations en matière d'espace vert pourraient être instituées voire des secteurs de mixité sociale afin de s'assurer que les objectifs du PLU soient atteints.

Attention dans le projet de règlement, la hauteur pour le secteur UCb n'apparaît pas, il conviendra de corriger ce point.

Enfin le secteur de « **la Clape** » définit dans le SCOT avec une densité de 15 à 25 logements hectares est traité également en secteur urbain UCb sans orientation d'aménagement et de programmation. Un secteur de mixité social ou une orientation d'aménagement permettrait une maîtrise plus aisée pour la commune dans son urbanisation et dans l'atteinte des objectifs affichés.

Le projet respecte globalement, les objectifs du SCOT et du PLH en termes d'extension urbaine et de population notamment par le développement d'outils en faveur de la création de logements sociaux. Le lien de compatibilité est donc respecté au regard de l'habitat avec une volonté affichée de la commune de maîtriser son développement. Il faudra vérifier toutefois que les densités affichées restent réalisables au regard des orientations d'aménagement proposées et du projet de règlement.

Prescriptions déplacements

Les modes doux sont très bien représentés dans les OAP et la commune souhaite clairement développer ces types de liaisons internes afin de limiter l'usage de la voiture, ces modes doux rejoignent les liaisons existantes (barreau routier) afin de mailler les déplacements des quartiers vers le centre-ville en parfaite compatibilité avec le SCOT.

La commune est également traversée par le projet Eurovélo N°8 inscrit au SCOT, aucune mention n'est faite de ce projet qu'il conviendra d'ajouter au document final.

Le rapport évoque la réalisation future de parcs relais notamment vers Iter, il serait effectivement intéressant d'étudier ces possibilités afin de désengorger le centre-ville.

Siège social : Mairie de Manosque – Place de l'Hôtel de Ville – 04100 Manosque
Tél. 04 92 70 34 56 – Fax 04 92 70 34 99
www.dlva.fr

Conclusion:

Le projet de PLU respecte globalement les objectifs du SCOT, hormis quelques détails techniques qui pourraient permettre d'améliorer le document présentés ci-dessus. Je propose donc un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal de la commune de Vinon sur Verdon en date du 28 juillet 2016.

Le Président,

Bernard JEANMET-PERALTA

DESTINATAIRE : SERVICES TECHNIQUES
REÇU LE - 6 OCT. 2016

Courrier arrivé le
- 5 OCT. 2016
Mairie de Vinon-sur-Verdon

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITE

Le Délégué territorial

Dossier suivi par Patrice JADAULT

Tel. : 04.94.35.74.67
Fax : 04.94.65.89.43
Mél : p.jadault@inao.gouv.fr
Ref.. :PJ : 0622092016

Le Directeur de l'INAO
à
Monsieur Le Maire
Hôtel de Ville,
83560 VINON-SUR-VERDON

Objet: Elaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vinon-sur-Verdon.

La Valette-du-Var, le 22 septembre 2016

Monsieur le Maire,

Par courrier reçu le 16 août 2016, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour examen et avis, le projet arrêté de votre Plan Local d'Urbanisme de votre commune.

La commune de Vinon-sur-Verdon est incluse dans les aires géographiques des AOC : « Huile d'olive de Provence », « Huile d'olive de Haute- Provence » et dans les aires géographiques des IGP : « Agneau de Sisteron », « Var »,«Méditerranée », et « Miel de Provence ».

Après étude du dossier, je vous informe toutefois que l'INAO n'a pas de remarque à formuler sur le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vinon-sur-Verdon, dans la mesure où celui-ci n'affecte pas l'activité des AOC et IGP concernées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Copie DDTM 83

Le Directeur Jean-Luc DAIRIEN
et par délégation Pascal LAVILLE

INAO - Unité Territoriale Sud-I
Ingénieur Terroir
Parc Tertiaire Valgora
Bâtiment C
Avenue Alfred Kastler
83160 La Valette du Var
TEL. 0 494 357 467 TELECOPIE : 0 494 658 943
www.inao.gouv.fr

Mission régionale d'autorité environnementale

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale de Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le Plan local d'urbanisme de Vinon sur Verdon (83)

n° saisine 2016-1255
n° MRAe 2016APACA19

Préambule

L'évaluation environnementale des plans et programmes est une démarche d'aide à la décision qui contribue au développement durable des territoires. Réalisée par le responsable du plan, elle vise à rendre plus lisibles pour le public les choix opérés au regard de leurs éventuels impacts sur l'environnement.

Le décret n°216-519 du 28 avril 2016 porte réforme de l'autorité environnementale et prévoit la création des missions régionales de l'autorité environnementale (MRAe). L'arrêté ministériel du 12 mai 2016, publié le 19 mai 2016, porte nomination des membres de la MRAe de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

À compter de la signature de l'arrêté de nomination, le 12 mai 2016, la MRAe de PACA exerce les attributions de l'autorité environnementale fixées à l'article R.104-21 du code de l'urbanisme.

La mission régionale de l'autorité environnementale dispose d'un délai de trois mois, à compter de la date de réception de la saisine en DREAL, pour formuler l'avis de l'autorité environnementale.

Conformément aux dispositions prévues par l'article R.104-24 du code de l'urbanisme, l'autorité environnementale a consulté l'Agence régionale de santé (ARS).

L'avis porte sur la qualité du rapport sur les incidences environnementales présenté par le responsable du plan et sur la prise en compte de l'environnement par le projet.

Il vise à permettre d'améliorer la conception du plan et la participation du public à l'élaboration des décisions.

L'avis devra être porté à la connaissance du public par le responsable du plan au cours de l'enquête publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.104-25, l'avis est également publié sur le site de la MRAe: http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr et de la DREAL : http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/avis-de-l-autorite-r1204.html

Enfin, le responsable du plan rendra compte, notamment à l'autorité environnementale, lors de l'approbation du plan, de la manière dont il prend en considération cet avis.

Sommaire de l'avis

Préambule..... 2

Avis..... 4

1. Procédures..... 4

2. Présentation du dossier..... 4

2.1. Contexte..... 4

2.2. Objectifs..... 4

3. Principaux enjeux identifiés par l'autorité environnementale (Ae)..... 5

4. Analyse de la qualité du dossier et de la démarche d'intégration des préoccupations d'environnement dans le dossier..... 5

4.1. Contenu général du dossier, caractère complet du rapport sur les incidences environnementales et résumé non technique..... 5

4.2. Présentation du plan et articulation avec les autres plans et programmes concernés..... 5

4.3. État initial de l'environnement (EIE)..... 6

4.3.1. Démographie et logements..... 6

4.3.2. Activités et économie..... 6

4.3.3. Risques..... 6

4.3.4. Eau et assainissement..... 7

4.3.5. Milieux naturels et biodiversité..... 7

4.3.6. Paysage..... 7

4.3.7. Synthèse de l'état initial..... 8

4.4. Justification des choix..... 8

4.5. Effets du plan sur l'environnement et évaluation des incidences Natura 2000..... 8

4.5.1. Consommation d'espace..... 8

4.5.2. Biodiversité..... 9

4.5.3. Risques..... 10

4.5.4. Paysage..... 10

4.5.5. Eau et assainissement..... 10

5. Conclusion..... 11

Avis

Cet avis est élaboré sur la base du dossier composé des pièces suivantes :

- rapport sur les incidences environnementales (RIE) intitulé « rapport de présentation » qui inclut l'évaluation environnementale,
- orientations d'aménagements et de programmation,
- projet d'aménagement et de développement durable,
- évaluation des incidences Natura 2000,
- règlement,
- annexes.

1. Procédures

Conformément aux dispositions prévues par les articles L.104-1 et suivants, R.104-1 et suivants du code de l'urbanisme, l'autorité environnementale a été saisie le 22/08/2016 pour avis sur le projet de Plan local d'urbanisme de Vinon sur Verdon (83).

L'élaboration du Plan local d'urbanisme de Vinon sur Verdon (83) entre dans le champ d'application des procédures d'urbanisme devant faire l'objet d'une évaluation environnementale au titre de l'article R.104-9 du code de l'urbanisme.

2. Présentation du dossier

2.1. Contexte

La commune de Vinon sur Verdon, située dans le département du Var (83), compte une population de 4200 habitants (recensement INSEE 2011) sur une superficie de 3600 hectares. Elle appartient à la communauté d'agglomération Durance Luberon Verdon.

La commune est située sur un territoire soumis à de nombreux risques (inondation, feux de forêt...) qui réduisent les possibilités d'urbanisation.

2.2. Objectifs

L'objectif démographique est de porter la population communale entre 5500 et 5700 habitants d'ici 10 ans, soit 1300 à 1500 habitants supplémentaires. L'atteinte de cet objectif requiert la construction d'environ 40 logements par an.

Le rapport sur les incidences environnementales (RIE) et le PADD[1] identifient les enjeux suivants :

- Protéger l'environnement et prévenir les risques ;
- Affirmer l'identité de la ville et de ses quartiers ;
- Conforter et développer l'emploi ;

[1] PADD : Projet d'aménagement et de développement durable

- Mettre en place une nouvelle politique de déplacements ;
- Préserver et valoriser l'environnement agricole et naturel et aller dans le sens d'un développement durable du territoire ;

3. Principaux enjeux identifiés par l'autorité environnementale (Ae)

Le PADD affiche comme objectifs forts la prise en compte de l'environnement (naturel et agricole), des risques et la lutte contre l'étalement urbain. L'autorité environnementale sera particulièrement attentive à la justification de la consommation foncière autorisée par le PLU au regard de la protection des sites Natura 2000, des espaces naturels et agricoles et des zones soumises aux risques.

4. Analyse de la qualité du dossier et de la démarche d'intégration des préoccupations d'environnement dans le dossier

Le présent chapitre de l'avis procède à la lecture critique du dossier et formule des recommandations.

4.1. Contenu général du dossier, caractère complet du rapport sur les incidences environnementales et résumé non technique

Le RIE aborde tous les thèmes de l'environnement mais manque de clarté avec, par exemple, des informations sur un même sujet réparties dans différentes parties du rapport notamment les éléments relatifs aux surfaces consommées. Cette organisation nuit à la bonne démonstration des besoins en foncier et de l'impact sur l'environnement des zones d'aménagement.

Recommandation 1 : certaines démonstrations mériteraient d'être approfondies notamment sur la justification des besoins en foncier et sur l'absence d'incidences sur l'environnement dans les zones susceptibles d'être impactées par le PLU.

Le résumé non technique présente de manière claire les objectifs du PLU et les choix retenus. Il propose une analyse de l'état initial de l'environnement et des incidences du PLU.

4.2. Présentation du plan et articulation avec les autres plans et programmes concernés

La commune de Vinon sur Verdon appartient au périmètre du SCoT[2] de la région de Manosque approuvé le 19/12/2012 et actuellement en cours de révision. La bonne articulation du PLU avec le SCoT est clairement démontrée : le RIE énonce les différents volets du SCoT et leur traduction dans le projet de PLU.

[2] SCoT : Schéma de cohérence territoriale

Le RIE expose également la bonne articulation du projet de PLU avec le PGRI[3], le SRCAE[4], le SRCE[5], le SDAGE[6] du bassin Rhône-Méditerranée et le SAGE[7] Verdon.

Enfin, la commune appartient au périmètre du Parc naturel régional du Verdon. Le RIE énumère les axes prioritaires de la charte du Parc mais n'analyse pas la compatibilité du projet de PLU avec cette charte.

Recommandation 2 : démontrer la compatibilité du PLU avec la charte du Parc naturel du Verdon.

4.3. État initial de l'environnement (EIE)

4.3.1. Démographie et logements

La commune de Vinon sur Verdon a connu une forte croissance démographique à partir de la fin des années 1990 avec un taux de croissance annuel moyen de 3,7 % entre 1999 et 2010.

La commune estime que l'implantation du projet ITER à Cadarache devrait renforcer encore son attractivité.

Le parc de logement de Vinon sur Verdon est essentiellement composé de logement individuel (76 %).

4.3.2. Activités et économie

L'implantation du projet ITER constitue un levier de développement fort pour la région de Manosque. Un projet de zone d'activité intercommunale dans le quartier les Plaines de 14 ha est ainsi envisagé afin de répondre à la demande à venir.

L'agriculture est encore très présente sur le territoire du SCoT, particulièrement dans la vallée de la Durance. En 2000 la surface agricole utile couvrait 1352 ha soit 38 % de la superficie totale de la commune. En 2010 elle ne couvrait plus que 1024 ha soit 29 % du territoire. La commune souhaite préserver les espaces agricoles présents sur son territoire.

4.3.3. Risques

La commune est soumise à plusieurs risques : inondation, rupture de barrage, feux de forêts, séisme, mouvements de terrain. Elle n'est cependant pas couverte par des plans de prévention des risques approuvés. Un plan de prévention des risques inondation est toutefois en cours de réalisation. Le RIE fait référence à ce plan, à des études hydrauliques et aux cartes d'aléas existantes.

Une partie du centre historique de Vinon sur Verdon, la zone d'activité du Pas de Menc et certaines zones résidentielles sont exposées au risque inondation.

---

3 PGRI : Plan de gestion des risques inondations

4 SRCAE : Schéma régional climat air énergie

5 SRCE : Schéma régional de cohérence écologique

6 SDAGE : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

7 SAGE : Schéma d'aménagement et de gestion des eaux

4.3.4. Eau et assainissement

L'alimentation en eau potable est effectuée par une prise d'eau sur la conduite forcée d'EDF située à l'Est du village, alimentée par les retenues du Verdon.

Une nouvelle station d'épuration a été réalisée en 2015, qui permet de traiter 9500 équivalent/habitants et de faire face aux prévisions démographiques.

Le RIE précise le nombre d'habitations en assainissement non collectif (133) sans toutefois fournir de carte délimitant les zones concernées. Le rapport n'indique pas si ces installations sont aux normes. Le schéma directeur d'assainissement mentionne cette information, mais il date de 2010.

Recommandation 3 : compléter l'état initial par un bilan actualisé de l'assainissement des eaux usées sur la commune, notamment en ce qui concerne la mise aux normes des dispositifs d'assainissement autonomes.

4.3.5. Milieux naturels et biodiversité

La commune de Vinon sur Verdon possède une richesse écologique notable. Le territoire communal est recouvert pour moitié par des espaces forestiers.

Vinon sur Verdon est concernée par :

- 2 sites Natura 2000 au Nord-Est : une zone spéciale de conservation et une zone de protection spéciale « La Durance »,
- 5 ZNIEFF[8] : dont 3 de type II et 2 de type I,
- le Parc naturel régional du Verdon, qui recense sur la commune le site d'intérêt écologique majeur « Aérodrome de Vinon » et la zone d'intérêt écologique majeur « Durance, Asse, Verdon et Colostre »,
- une zone humide recensée à l'inventaire départemental située à la confluence de la rivière du Verdon et du fleuve de la Durance, sur 11,2 ha.

Le RIE présente les différentes cartes d'enjeux écologique, paysager.... Les enjeux les plus forts se situent au niveau des espaces forestiers, des abords du Verdon et de la plaine de la Durance.

Il expose ensuite les enjeux identifiés par le SRCE et les décline au travers de la trame verte et bleue communale. La commune est concernée notamment par un réservoir de biodiversité qui correspond aux deux sites Natura 2000 et par plusieurs continuités écologiques comme les cours d'eau (le Verdon, la Durance et le ruisseau de Boutre).

4.3.6. Paysage

Le territoire de Vinon sur Verdon est composé d'espaces collinaires boisés et de plaines. Les zones agricoles et la grande majorité des espaces urbanisés sont situées dans les plaines. La commune est également traversée par des cours d'eau dont le plus important est le Verdon.

[8] ZNIEFF : Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique

4.3.7. Synthèse de l'état initial

Une synthèse des enjeux biodiversité, paysage et risques sur les zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU est présentée en conclusion de l'état initial.

Cependant cette analyse manque de précisions sur la faune et la flore (inventaires détaillés, cartographies localisant les enjeux...) et sur les paysages.

Recommandation 4 : compléter l'analyse des zones susceptibles d'être touchées, par le traitement des sujets biodiversité et paysage.

4.4. Justification des choix

Les perspectives démographiques de la commune sont suffisamment justifiées et correspondent à l'évolution démographique des dernières années.

Le rapport expose les choix retenus pour établir le PADD et les OAP[9] , et dans un second temps les motifs retenus pour la délimitation des zones et des règles applicables. Toutefois, le rapport ne justifie pas suffisamment les choix des ouvertures à urbanisation notamment la zone d'activité des Plaines 2AUe, de 14 ha qui est située en discontinuité de l'urbanisation existante.

Recommandation 5 : justifier les choix des zones à urbaniser retenues par comparaison avec l'analyse de solutions alternatives au regard notamment des impacts sur la biodiversité et le paysage.

4.5. Effets du plan sur l'environnement et évaluation des incidences Natura 2000

4.5.1. Consommation d'espace

L'objectif de la commune est d'atteindre 5500 à 5700 habitants d'ici 10 ans. Le RIE présente dans le chapitre dédié à l'analyse des incidences du zonage sur l'environnement, une carte situant les dents creuses et un tableau détaillant le potentiel de densification.

L'autorité environnementale relève la démarche de la commune visant à se développer prioritairement dans des « dents creuses ».

Le PLU prévoit 59 ha de zones à urbaniser mais une partie de ces zones est déjà bâtie (environ 31ha). Il s'agit de zones soumises au risque inondation qui étaient déjà classées en zone urbanisées au POS (zones 2AUai, 2AUci, 2AUei). Le règlement prévoit que leur urbanisation est soumise à la réalisation de travaux de sécurisation.

Les zones 2AU non bâties et non soumises au risque inondation s'étalent sur 18 ha dont 16 ha (14 ha pour la zone d'activité des Plaines et 2 ha pour la zone 2AUt réservée aux activités touristiques) en discontinuité de l'existant.

La zone de 2 ha destinée à accueillir des activités touristiques (2AUt) est située aux abords du Verdon et la zone d'activité des Plaines de 14 ha (2AUe) à proximité immédiate du site Natura 2000. Le choix de ces secteurs n'est pas suffisamment justifié au regard de solutions alternatives.

[9] OAP : Orientation d'aménagement et de programmation

Recommandation 6 : justifier la localisation des activités touristiques et économiques au regard de leur impact sur l'environnement

Les zones 1AU (non bâties) représentent 10 ha mais seuls 2 ha (zones 1AUb) sont en continuité de l'urbanisation existante.

Les quartiers du Pegouy et des Adrechs font l'objet d'OAP. Des ouvertures à l'urbanisation (zone 1AUa de 8 ha et zones 1AUb de 2 ha) sont prévues dans ces secteurs. Toutefois, les densités prévues sont assez faibles (au maximum 15 à 20 logements/ha selon les zones) et ne correspondent pas à la volonté affichée de la commune de lutter contre l'étalement urbain.

Recommandation 7 : Préciser et ré-examiner la justification des objectifs de densification et si nécessaire les revoir à la hausse, particulièrement dans les quartiers du Pégouy et des Adrechs.

4.5.2. Biodiversité

Le projet de PLU protège globalement les espaces boisés et les ZNIEFF par un classement en zone naturelle ou agricole et par des EBC[10]. Mais le projet prévoit quelques ouvertures à urbanisation dans des zones à enjeux environnementaux notamment la zone 1AUa dans le quartier du Pégouy, la zone 2AUe dans les Plaines et la zone 2AUt aux abords du Verdon.

Le quartier du Pégouy est situé dans le périmètre Natura 2000 et la zone ouverte à l'urbanisation 1AUa de 8ha jouxte l'aérodrome qui dispose d'une biodiversité remarquable et d'enjeux paysagers assez forts. Cette zone est située dans un secteur identifié par la commune comme un réservoir de biodiversité à préserver. L'évaluation des incidences Natura 2000 mentionne la présence sur l'aérodrome, à proximité immédiate de la zone ouverte à l'urbanisation 1AUa au Nord et de la partie sud UCb prise sur le domaine agricole, de plusieurs espèces d'intérêt communautaire dont l'Alouette Calandre. Le dossier indique que seulement deux individus seraient encore présents, ce qui signifie que « la population est en danger critique d'extinction sur le site de Vinon sur Verdon ». Le dossier estime cependant que le niveau d'enjeu est modéré sans prendre en compte les impacts de la hausse de fréquentation et de perturbation engendrée par l'ouverture à l'urbanisation. L'évaluation conclut par ailleurs qu' « *il est possible de considérer que le projet de PLU puisse être de nature à remettre en cause le maintien et la préservation de certaines espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire ayant abouti à la désignation du site Natura 2000 par la destruction de leur habitat de nidification* ».

Les mesures d'évitement et de réduction proposées (création d'une bande multi strate, faible coefficient d'emprise au sol et fort coefficient d'espaces verts) ne sont pas adaptées pour l'Alouette calandre et l'absence d'impacts sur cette espèce n'est pas démontrée.

Recommandation 8 : compléter l'analyse des incidences sur la biodiversité des zones ouvertures à urbanisation, notamment en ce qui concerne l'Alouette Calandre.

L'Autorité environnementale rappelle que l'absence d'impacts significatifs sur Natura 2000 doit être démontrée (article L.414-4 du code de l'environnement) et que la destruction d'espèces protégées est interdite (L 411.1 du code de l'environnement).

[10] EBC : Espaces boisés classés

La zone d'activité des Plaines est située à la limite du site Natura 2000. Les liens fonctionnels pouvant exister avec ce site ne sont pas suffisamment étudiés.

Enfin, les incidences de la zone 2AUt destinée à l'accueil d'activités touristiques ne sont pas analysées. Le RIE prévoit que des études préalables seront réalisées afin d' « affiner » les incidences sur la faune et la flore. Différer l'analyse des incidences à la réalisation du projet va à l'encontre du principe d'analyse globale recherchée dans le document de planification stratégique qu'est le PLU.

Recommandation 9 : démontrer l'absence d'impacts significatifs sur les sites Natura 2000 notamment pour la zone d'activité et la zone 2AUt.

4.5.3. Risques

La commune est soumise à de nombreux risques dont le plus important est le risque inondation.

Le PLU prend en compte ce risque et place la majorité de ces zones en zone agricole. Les zones soumises au risque inondation sont signalées par l'indice « i ». Toutefois, certains secteurs en partie urbanisés et situés en zone rouge sont classés en 2AU « i ». Dans ces zones, l'ouverture à l'urbanisation est conditionnée à la réalisation de protections face aux risques notamment le risque de rupture des digues en bord de Verdon. Les zones urbaines situées en zone bleue sont classées en U indicé « i », le règlement de ces zones prend en compte la côte NGF[11] dans la définition des hauteurs des constructions. Il est également prévu une bande de sécurité inconstructible de 50 mètres le long des berges du Verdon.

4.5.4. Paysage

Le RIE identifie certaines zones comme présentant des enjeux paysagers importants (zones à urbaniser des Pégouy et des Plaines, zone touristique 2AUt au bord du Verdon...) mais n'analyse pas suffisamment les impacts de l'artificialisation des ces zones.

Recommandation 10 : développer l'analyse des incidences du PLU sur le paysage et proposer des prescriptions pour assurer la protection des sites à enjeux.

4.5.5. Eau et assainissement

Le règlement du PLU prévoit, pour les zones U et AU, le raccordement obligatoire au réseau public lorsqu'il existe, mais en l'absence de celui-ci il précise que « *dans l'attente de la mise en place du réseau public d'assainissement prévu au schéma directeur d'assainissement, l'assainissement non collectif pourra être autorisé* ».

Recommandation 11 : présenter un échéancier du raccordement au réseau d'assainissement collectif des zones U et AU

Il est difficile d'identifier les zones qui seront raccordées ou non à l'assainissement collectif car le dossier ne contient pas de zonage d'assainissement mais seulement une carte du réseau d'eaux usées.

[11] Côte NGF : niveau altimétrique d'un terrain ou d'un niveau de submersion, ramené au Nivellement général de la France (IGN69)

Par ailleurs, l'arrêté du 21 juillet 2015[12] stipule que l'implantation de dispositif d'assainissement collectif ou non collectif de capacité supérieure à 20 équivalent-habitants doit être interdite à moins de 100 mètres des habitations et des bâtiments recevant du public, dans les zones à usage sensible (périmètre de protection de captages d'eau potable) et à moins de 35 mètres d'un puit privé utilisé pour l'eau potable. Au regard du zonage et du règlement du PLU, il apparaît que cette règle ne pourra pas toujours être respectée.

Recommandation 12 : identifier, avec une illustration cartographique, les zones raccordées à l'assainissement collectif et non collectif et intégrer dans le règlement du PLU les interdictions d'implantation des dispositifs d'assainissement supérieur ou égal à 20 équivalent-habitants.

5. Conclusion

L'autorité environnementale souligne la volonté de la commune de se développer prioritairement dans les dents creuses tout en prenant en considération les différents risques auxquels le territoire est soumis. Elle relève également sa volonté de préserver les espaces naturels et agricoles.

L'autorité environnementale souligne cependant que les zones ouvertes à l'urbanisation sont importantes et ne sont pas suffisamment justifiées au regard d'éventuelles solutions de substitution moins impactantes sur la biodiversité et le paysage.

Liste des recommandations

Recommandation 1 : certaines démonstrations mériteraient d'être approfondies notamment sur la justification des besoins en foncier et sur l'absence d'incidences sur l'environnement dans les zones susceptibles d'être impactées par le PLU.

Recommandation 2 : démontrer la compatibilité du PLU avec la charte du Parc naturel du Verdon.

Recommandation 3 : compléter l'état initial par un bilan actualisé de l'assainissement des eaux usées sur la commune, notamment en ce qui concerne la mise aux normes des dispositifs d'assainissement autonomes.

Recommandation 4 : compléter l'analyse des zones susceptibles d'être touchées, par le traitement des sujets biodiversité et paysage.

Recommandation 5 : justifier les choix des zones à urbaniser retenues par comparaison avec l'analyse de solutions alternatives au regard notamment des impacts sur la biodiversité et le paysage.

Recommandation 6 : justifier la localisation des activités touristiques et économiques au regard de leur impact sur l'environnement

[12] Arrêté du 21/07/2015 relatif aux système d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DB05 applicable depuis le 01/01/2016

Recommandation 7 : Préciser et ré-examiner la justification des objectifs de densification et si nécessaire les revoir à la hausse, particulièrement dans les quartiers du Pégouy et des Adrechs.

Recommandation 8 : compléter l'analyse des incidences sur la biodiversité des zones ouvertures à urbanisation, notamment en ce qui concerne l'Alouette Calandre.

Recommandation 9 : démontrer l'absence d'impacts significatifs sur les sites Natura 2000 notamment pour la zone d'activité et la zone 2AUt.

Recommandation 10 : développer l'analyse des incidences du PLU sur le paysage et proposer des prescriptions pour assurer la protection des sites à enjeux.

Recommandation 11 : présenter un échéancier du raccordement au réseau d'assainissement collectif des zones U et AU

Recommandation 12 : identifier, avec une illustration cartographique, les zones raccordées à l'assainissement collectif et non collectif et intégrer dans le règlement du PLU les interdictions d'implantation des dispositifs d'assainissement supérieur ou égal à 20 équivalent-habitants.

DESTINATAIRE :
SERVICES TECHNIQUES
REÇU LE - 6 OCT. 2016

Office National des Forêts

Mairie de Vinon-sur-Verdon
Courrier arrivé le
- 4 -

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville

83560 VINON SUR VERDON

Direction territoriale
Méditerranée

Agence Territoriale
Alpes-Maritimes - Var

101 Chemin de San Peyre
83220 Le Pradet
Tél. : 04 98 01 32 50
Fax : 04 94 21 18 75

Le Pradet, le 29 Septembre 2016

Ns réf : SF/JB/AL
Affaire suivie par : Agnès Legout
Mél : agnes.legout@onf.fr
Tél : 04 98 01 32 63
Vs réf : V/courrier du 29/8/16

Objet : Plan Local d'Urbanisme de Vinon sur Verdon arrêté par DCM du 28/7/16
Consultation des personnes publiques associées pour avis

Monsieur le Maire,

Par courrier du 29 Août dernier, vous nous sollicitiez afin de connaître notre avis sur le projet de PLU arrêté le 28 Juillet 2016.

Les services de la DDTM nous ont également demandé de leur faire part de nos observations.

Afin de répondre à votre attente, nous vous prions de trouver, ci-joint, une copie du courrier adressé à la DDTM où sont énoncées toutes les remarques que nous avons pu relever sur le projet du PLU.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma sincère considération.

Le Responsable du Service forêt

Julien Bouillie

P.J. : 1

Office National des Forêts

Préfecture du Var
DDTM
Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie
83070 TOULON CEDEX

Direction territoriale
Méditerranée

Agence Territoriale
Alpes-Maritimes - Var

101 Chemin de San Peyre
83220 Le Pradet
Tél. : 04 98 01 32 50
Fax : 04 94 21 18 75

Le Pradet, le 29 Septembre 2016

Ns réf : SF/JB/AL
Affaire suivie par : Agnès Legout
Mél : agnes.legout@onf.fr
Tél : 04 98 01 32 63
Vs réf : V/courrier du 1/9/16

Objet : avis sur le PLU de Vinon-sur-Verdon

Par courrier reçu le 6 septembre 2016, vous sollicitez l'avis de l'ONF sur le plan local d'urbanisme de la commune de Vinon-sur-Verdon.

La seule forêt relevant du Régime forestier sur le territoire communal est la forêt domaniale de Vinon (366.77 ha, aménagement forestier approuvé sur la période 2010 – 2029).

De façon générale, la vision de la forêt au sein des espaces naturels, essentiellement sous l'angle d'une ressource patrimoniale à préserver (biodiversité, corridor écologique, détente, paysage) ou à protéger vis-à-vis du risque incendie, n'intègre pas l'ensemble des activités forestières dans le cadre d'une gestion durable et multifonctionnelle. En particulier, l'absence de prise en compte des enjeux de production en forêt domaniale de Vinon (récolte annuelle moyenne de bois de 551 m3, source : aménagement forestier en vigueur) est à regretter. Il conviendrait d'en faire mention au rapport de présentation (par exemple à la partie I, chapitre I, IV 3 « *les dynamiques socio-économiques, l'agriculture sur le territoire communal* »).

Concernant le zonage, le classement du territoire de la forêt domaniale en zone N naturelle et forestière convient : l'avis de l'ONF est favorable.
Il est difficile d'estimer si l'extension au nord-est et au nord-ouest de la zone urbanisée des Adrechs est prévue à moins de 50 mètres de la forêt domaniale, auquel cas celle-ci serait concernée par la réglementation sur les OLD. Si cela est avéré, cette situation est incompatible avec les objectifs de gestion de la forêt domaniale et l'ONF émet un avis défavorable.

Le PADD et le rapport de présentation sont complets et bien documentés.
L'orientation décrite au paragraphe « *maintenir les espaces agricoles au Sud au sein des espaces naturels boisés* » de la page 25 est à compléter en ajoutant qu'elle sera mise en œuvre de façon compatible avec la présence d'espaces relevant du Régime forestier.

Au rapport de présentation, l'application du Régime forestier sur la forêt domaniale de Vinon (366,77 ha), comme outil réglementaire de protection du milieu boisé, mérite d'être mentionnée au tome I, Chapitre II, III, § 1 : « *milieu naturel, biodiversité et fonctionnements écologiques* », « *le patrimoine naturelle : zones de protection naturelles et espaces naturels à enjeux* ».

Plus en détail, des confusions sont relevées entre forêt domaniale et communale. Ainsi, dans les annexes réglementaires, le fichier sur l'arrêté d'aménagement forestier est nommé « *forêt communale* ». De même, dans la liste des servitudes (annexes SUP PLU), il est indiqué « *forêt communale* » au lieu de forêt domaniale.
La page 6 du PADD parle des espaces boisés présents sur le territoire avec « *la forêt domaniale au Sud-Ouest.* » : il convient d'ajouter « *et au Nord* ».
Le tome II du rapport de présentation indique à la page 73 (partie 2, chapitre 2.4 « *Exposé des motifs retenus pour les délimitations des zones et des règles applicables* ») : « *L'objectif est ... de favoriser l'utilisation de la forêt.* » Il conviendrait de parler aussi de valorisation du potentiel économique de la forêt.

Le Chef du Service forêt

Julien Bouillie

Copie à :
Monsieur le Maire de Vinon sur Verdon

Parc naturel régional du Verdon

VL

Moustiers Sainte Marie, le 7 novembre 2016

DESTINATAIRE : SERVICES TECHNIQUES
REÇU LE 7 NOV. 2016

Courrier arrivé le
15 NOV. 2016
Mairie de Vinon-sur-Verdon

Monsieur le Maire
Hôtel de ville
83560 Vinon-sur-Verdon

BC/AG/AR 16-527

Suivi par Adeline Goubely

Objet : **Avis du Parc naturel régional du Verdon sur votre projet de PLU arrêté**

Monsieur le Maire,

Par courrier reçu le 19 août 2016, vous avez consulté le syndicat mixte du Parc naturel régional du Verdon, en tant que personne publique associée à l'élaboration des documents d'urbanisme, sur le projet de PLU arrêté par le conseil municipal le 28 juillet 2016.
En effet, la commune de Vinon-sur-Verdon faisant partie du territoire du Parc dont elle constitue l'une des portes d'entrée, le PLU doit être compatible avec la charte du Parc.

L'enjeu du PLU est considérable, puisque la commune doit pouvoir assurer son développement dans le respect de ses paysages, de ses patrimoines, qui constituent la ressource principale du Verdon et la raison de son attractivité touristique.

Actée en 2008 par l'adhésion volontaire des 46 communes, la charte du Parc naturel régional a été l'occasion de partager avec l'ensemble des acteurs les ambitions pour le territoire. La charte est opposable aux collectivités et à l'État qui l'ont approuvée et se sont par là même engagés à en appliquer les dispositions, dans leurs domaines de compétences respectifs.
L'atteinte des objectifs de la charte constitue par ailleurs l'une des conditions du renouvellement du label Parc naturel régional en 2023.
C'est pourquoi les élus du bureau se sont réunis le 18 octobre 2016 afin d'analyser le projet de PLU au regard de sa compatibilité avec la charte, en particulier en matière de consommation d'espace, de mixité sociale, de préservation du cadre de vie, notamment des paysages, d'économie d'énergie, de développement d'une agriculture responsable et d'un tourisme raisonné.
Ils ont relevé les efforts faits par le PLU en matière de limitation de la consommation de terre agricole, de prise en compte des risques et les objectifs poursuivis en matière de mixité sociale.
Cependant, le projet de PLU a pu apparaître incomplet en quelques points, voire incompatible avec certaines orientations de la charte du Parc et du SAGE Verdon, ce qui a amené le bureau à formuler un avis favorable assorti de préconisations et de réserves, que vous trouverez dans la délibération jointe.

Je me tiens à votre disposition ainsi que l'équipe technique du Parc, à l'occasion d'un rendez-vous éventuel, pour vous aider à faire évoluer le projet de PLU avant approbation, et répondre aux différentes questions soulevées par cet avis.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président
Maire de Trigance

Bernard Clap

PJ : délibération

Alpilles
Armorique
Avesnois
Ballon des Vosges
Boucles de la Seine Normande
Brenne
Brière
Camargue
Caps et Marais d'Opale
Causses du Quercy
Chartreuse
Corse
Forêt d'Orient
Gatinais français
Grands Causses
Guyane
Haut-Jura
Haut-Languedoc
Haute-Vallée de Chevreuse
Landes de Gascogne
Livradois-Forez
Loire Anjou Touraine
Lorraine
Luberon
Marais du Cotentin et du Bessin
Martinique
Massif des Bauges
Millevaches en Limousin
Montagne de Reims
Monts d'Ardèche
Morvan
Narbonnaise en Méditerranée
Normandie-Maine
Oise – Pays de France
Perche
Périgord-Limousin
Pilat
Pyrénées Ariégeoises
Pyrénées Catalanes
Queyras
Scarpe-Escaut
Vercors
Verdon
Vexin français
Volcans d'Auvergne
Vosges du Nord

imprimé sur papier recyclé

Domaine de Valx – 04360 Moustiers-Sainte-Marie
Téléphone 04 92 74 68 00 – Télécopie 04 92 74 68 01
Email : info@parcduverdon.fr – Internet : www.parcduverdon.fr

REÇU EN PREFECTURE
le 07/11/2016
Application agréée E-legalite.com
004-250401072-20161018-DEL16_10_B7_03-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DES ALPES
DE HAUTE PROVENCE

SYNDICAT MIXTE DE GESTION DU
PARC NATUREL REGIONAL DU VERDON

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU
18/10/2016

L'an deux mille seize, le dix-huit octobre,
Le Bureau du syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional du Verdon s'est réuni à la salle polyvalente de Moissac-Bellevue à 9 h 30 sous la présidence de M. Bernard CLAP,

Nombre de membres		
En exercice	Présents et représentés	Votants
18	13	13
Total des voix : 17		

Date de convocation
07/10/2016

Délibération n°
DEL16_10_B7_03

Etaient présents :
10 représentants des communes (porteurs chacun d'1 voix) :
Bernard CLAP : Trigance ; **Antoine FAURE** : Aups ; **Hervé PHILIBERT** : Ginasservis ; **Jacques ESPITALIER** : Quinson ; **Bernard MAGNAN** : Valensole ; **Arlette RUIZ** : St Julien le Montagnier ; **Christiane PHILIBERT-BREZUN** : Vinon sur Verdon ; **Jean-Paul GOLE** : Castellane ; **Paul CORBIER** : St Julien du Verdon ; **Charles-Antoine MORDELET** : Aiguines

2 représentants des Conseils départementaux (porteurs de 2 voix chacun) :
Delphine BAGARRY : Conseil départemental 04
Nathalie PEREZ-LEROUX : Conseil départemental 83

1 représentant du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur (porteurs de 3 voix chacun) :
Jean BACCI

Avis sur le PLU de Vinon-sur-Verdon

Le syndicat mixte du Parc naturel régional du Verdon est consulté, en tant que personne publique associée, dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme. Aussi, le Bureau du Parc doit émettre un avis, dans les 3 mois suivant réception, sur le PLU de Vinon-sur-Verdon arrêté le 28 juillet 2016, lequel doit être compatible avec la charte du Parc.

Le conseil municipal de Vinon a en effet décidé d'engager, le 30 mai 2008, l'élaboration d'un PLU. Le document d'urbanisme en vigueur est un POS datant de 1976.

La commune de Vinon, par sa position de porte d'entrée dans le Parc du Verdon, revêt un intérêt majeur : ses paysages naturels, agricoles, sa silhouette villageoise, doivent faire l'objet d'une attention particulière. C'est pourquoi la commune a déjà fait l'objet de plusieurs démarches menées avec le Parc : inventaires naturalistes, en particulier sur le site de l'aérodrome, étude environnementale et paysagère préalable à la zone d'activité, inventaire du petit patrimoine bâti, etc.

Après une présentation du projet de PLU en présence de Monsieur le Maire, qui rappelle le contexte communal et explique point par point le projet d'aménagement et de développement durable défendu par le conseil municipal, les membres du Bureau ont souhaité faire plusieurs remarques et préconisations sur le document arrêté :

Axe A, Orientation 1 : Mettre en place une stratégie de protection et de gestion du patrimoine naturel

- La zone de sensibilité écologique n°1 « Durance, Asse, Verdon et Colostre » et surtout le site d'intérêt écologique majeur n°1 de l'aérodrome auraient pu être identifiées graphiquement par le biais des articles L 151-23 et R 141-43 5° du code de l'urbanisme avec prescriptions ou sous-zonées dans un objectif de préservation des continuités écologiques, mais aussi en tant que réservoir de biodiversité. Il faut rappeler que le site de l'aérodrome abrite des espèces rares et protégées comme l'Alouette calandre et l'Outarde canepetière. La prescription sur ce site pourrait être de s'appuyer sur le plan de gestion porté par la Région (propriétaire), avec la perspective de Réserve Naturelle Régionale compatible avec l'activité aéronautique.
- Le zonage UF n'est pas défini de façon assez fine : il englobe les espaces de pelouses, ce qui pourrait laisser la porte ouverte à l'extension, la création de nouveaux bâtiments ou le développement de nouvelles activités dans des secteurs sensibles. Comme pour les terres agricoles qui ont été sorties du zonage, il convient de ne retenir dans le zonage UF que l'emprise des bâtiments existants, les éventuelles extensions (ne devant pas se faire au détriment des habitats d'espèces protégées) et l'emprise des pistes.

... / ...

REÇU EN PREFECTURE
le 07/11/2016
Application agréée E-legalite.com
004-250401072-20161018-DEL16_10_87_03-DE

- Le règlement des zones A et N concernant les clôtures pose question au regard de sa perméabilité à certaines espèces faunistiques : grilles/grillages pouvant aller jusqu'à 1,70 m de haut. Ces règles pourraient être modifiées afin de favoriser la perméabilité des clôtures.
- De plus, l'annexe du PLU constituée d'un guide du CD83 sur le choix d'essences à planter pose question car il propose dans la liste des espèces conseillées des espèces invasives, surtout en contexte de rivière (ex: Tamaris) : mieux vaudrait annexer au règlement le guide technique du Parc.
- Des EBC ont été positionnés sur le secteur de la confluence Durance-Verdon mais les ripisylves sur la Durance et sur le Verdon ne sont pas préservées. A signaler que les berges du Verdon abritent sur la commune de Vinon un patrimoine arboré remarquable (arbres sur digues en terre qui bordent un chemin de promenade), tant d'un point de vue biologique (arbres matures abritant des cavités favorables aux chauves-souris forestières, insectes, oiseaux) que d'un point de vue paysager, social. Il est important que ces arbres soient identifiés et préservés.
  Au-delà du PLU la réalisation d'un plan de gestion serait pertinente, à la fois pour préserver ce patrimoine propre à la commune de Vinon, pour prévoir, sur le long terme, son renouvellement et enfin pour prendre en compte l'enjeu de sécurité (accueil du public = tailles sanitaires et tailles douces).
- De plus, aucun arbre isolé ou alignements n'a été protégé en EBC, alors que l'enjeu de préservation des IAE est important : en effet, la PAC allant dans le sens du maintien des haies, la préservation des IAE au PLU ne constitue pas une contrainte supplémentaire pour les agriculteurs, mais elle viendrait au contraire mettre en évidence les haies les plus intéressantes. De plus, pour les arbres isolés non pris en compte par la PAC, le PLU serait un outil complémentaire.
- La restauration des ruines (éventuelles gîtes à chiroptères, chevêche) ne semble pas rendue possible à la lecture du PLU, ce qui est regrettable. Le PLU pourrait être modifié en ce sens.

Axe A, Orientation 2 : Assurer une gestion intégrée de la ressource en eau

- Le Verdon est, de façon logique, classé en Ni inconstructible, mais le classement en EBC des ripisylves, qui était pourtant dans la version du projet de PLU avant arrêt, a été retiré suite à la dernière réunion PPA. Ce retournement étant dommageable à la préservation de la ripisylve demandée par la charte du Parc et par le SAGE Verdon, il convient de classer en EBC la ripisylve du Verdon afin d'assurer une préservation plus stricte, tout en prenant en compte l'épaisseur des digues existantes à ce jour, lesquelles ne peuvent règlementairement pas être boisées.
- Sur le territoire communal existe une « *ressource majeure pour l'alimentation en eau potable* » (alluvions de la moyenne Durance et de ses affluents), au sein de laquelle ont été identifiées deux « zones de sauvegarde pour le futur ». « Lors de leur renouvellement ou de leur élaboration, les plans locaux d'urbanisme, les schémas de cohérence territoriale et les directives territoriales d'aménagement doivent prendre en compte les enjeux attachés à ces zones dans l'établissement des scénarios de développement et des zonages »
  Il est préconisé de reprendre ces zones de sauvegardes dans le règlement et le zonage avec des prescriptions éventuelles.

Axe A, Orientation 3 : Préserver l'identité des paysages

- Les éléments du petit patrimoine bâti sont identifiés au titre de l'article L 151-19 via la pièce 6 « prescriptions spéciales », mais ces éléments auraient dû être identifiés sur le plan graphique pour faciliter la lecture et la compréhension du document. Par ailleurs, des prescriptions devraient être intégrées au règlement (a minima la destruction interdite, seule la restauration autorisée) pour garantir leur préservation.
- La silhouette villageoise, de même que les cônes de vue identifiés au plan de parc, ne seront pas davantage impactés par le projet de PLU, l'urbanisation y étant déjà considérable.
- Le règlement de la zone UA est assez complet en matière de bâti ancien. A l'inverse, dans les différentes zones, le règlement quant aux clôtures et aux espèces à planter ne permet pas d'assurer une bonne insertion paysagère (un pétitionnaire pourrait par exemple obtenir l'autorisation de construire des murs pleins jusqu'à 1,70 m de haut ou de planter une haie mono-spécifique), il conviendrait de le compléter.

Axe C, Orientation 1 : Contribuer au développement d'une agriculture diversifiée, économiquement viable, écologiquement responsable

- Le projet de PLU consomme surtout des espaces agricoles aux abords de l'aérodrome où le quartier existant de Pegouy se trouve conforté : le PLU consomme 5,7 ha par rapport au zonage du POS, mais il conviendrait de donner ce chiffre par rapport à l'usage réel du sol.
- En annexe, la définition habituelle proposée par la chambre d'agriculture est contraignante pour les installations progressives et en contradiction avec la stratégie agricole du Parc dans l'objectif de favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs.. Il est demandé de se reporter à la réglementation nationale plus souple.

REÇU EN PREFECTURE
le 07/11/2016
Application agréée E-legalite.com
004-250401072-20161018-DEL16_10_87_03-DE

Axe C, Orientation 3 : Mettre en œuvre une politique de développement touristique durable

- Le PLU permet la création d'un nouveau camping le long de la route de Gréoux. Il convient de relever le manque de cohérence avec le PADD, dans lequel est écrit que « le renforcement de l'offre en matière d'hébergement touristique doit se faire de manière prioritaire sur les pôles touristiques identifiés que sont l'aérodrome et le centre ancien ». En effet, l'accueil des visiteurs au centre-ville est à préférer à la création d'une nouvelle structure d'hébergement à forte saisonnalité, déconnectée du centre-ville et de ses commerces et services, et qui ne participe pas à la diversification de l'accueil.
- La création de ce camping doit être conditionnée, entre autres, à la création d'une liaison douce vers le centre-ville, à son insertion paysagère et au caractère léger des futurs aménagements.

Axe C, Orientation 4 : Accompagner et Promouvoir un développement économique respectueux du Verdon

- Le PLU prévoit la création d'une nouvelle ZA dans un espace aujourd'hui boisé. L'étude paysagère et environnementale préalable qui avait été réalisée en maîtrise d'ouvrage Parc pourra être mobilisée au moment du basculement de cette zone fermée en zone ouverte, afin d'alimenter les orientations d'aménagement et de programmation
- En termes de mobilité, le PLU aurait pu prévoir les possibilités de stationnement et d'aménagement permettant aux entreprises de favoriser des politiques responsables de déplacement : stationnement de vélos, aires de retournement pour véhicules collectifs, points de covoiturage, bornes électriques (et pour ces dernières évaluer en amont avec ERDF les potentiel de branchement en VAE).

Axe C, Orientation 5 : Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie

- En matière de mixité de l'habitat, le PLU impose dans certaines zones une part minimale de logements sociaux dans les projets d'une certaine envergure. Si le principe est à souligner, la mise en œuvre de cette prescription sera probablement délicate et moins efficace que d'autres outils tels qu'un emplacement réservé.
- Il est relevé une incohérence entre le PADD qui affiche +420-450 logements sur 10-12 ans et le PLU qui offre un potentiel de 553 logements (chiffre déjà sous-évalué par l'objectif faible de densité et sans compter les 2ha « fermés »).
- En matière d'habitat durable, l'approche bioclimatique et le recours aux énergies renouvelables sont encouragés dans le règlement de construction. Mais le PLU pourrait être plus incitatif (préconiser l'usage de matériaux d'isolation à fort déphasage, des dispositifs de protection des façades sud,...).
- La question du changement climatique est insuffisamment prise en compte.
- Par ailleurs, la question de l'éclairage public n'est pas traitée : les secteurs à faible besoin d'éclairement pourraient être différenciés (préconisations de gestion dans les OAP pour limiter la durée d'éclairage dans les ZA, les pénétrantes, ...).

Axe D, Orientation 1 : Promouvoir une qualité d'aménagement

- Avec environ 33 hectares consommés pour 553 logements (+ 2 ha en zone 2AU fermées), le PLU n'est pas fortement consommateur d'espace en matière de logements (16,7 lgts/ha) au regard de l'existant, mais il n'amorce pas un changement de mode d'habitat.
- La densité n'est non seulement pas encouragée, elle est même impossible dans certains secteurs à enjeux du fait d'un règlement qui semble aller en sens inverse des objectifs d'économie d'espace et, indirectement, de mixité sociale : les emprises maximales de 20% en 1AUa et UCb, de 15% en UDa, de 10% en UDb et de 7% en UDc (alors qu'elles sont de 30% en UT et de 50% en UE), comme les seuils de densité des OAP, doivent être augmentée d'au moins 5 points, hormis dans le secteur UCb au sud de Pegouy jouxtant l'aérodrome, où l'enjeux de préservation de la biodiversité est très important. Outre la consommation d'espace générée, la réalisation de logements sociaux comme l'accession à la propriété seront très difficiles face à de telles contraintes.
- De plus, la mitoyenneté doit être rendue possible y compris pour les permis isolés, en particulier lorsqu'ils sont issus d'un permis d'aménager.

Suite aux échanges et au débat, les membres du Bureau à la majorité absolue (Mme **Christiane PHILIBERT-BREZUN**, élue de la commune de Vinon et membre du Bureau ne prenant pas part au vote) **émettent un avis favorable sur le projet de PLU de Vinon-sur-Verdon, sous réserve de lever les six réserves suivantes** :

- Réduire la zone « constructible » de l'aérodrome à l'emprise des bâtiments existants, les éventuelles extensions (ne devant pas se faire au détriment des habitats d'espèces protégées) et l'emprise des pistes ;
- Identifier et classer les infrastructures agro-écologiques (linéaires et ponctuelles) et les ripisylves sur le Verdon et la Durance en Espace Boisé Classé, en excluant uniquement l'épaisseur des digues existantes ;
- Intégrer au règlement des prescriptions garantissant la préservation des éléments de patrimoine bâti identifiés au titre du L 151-19 (a minima destruction interdite, seule la restauration autorisée) ;

... / ...

REÇU EN PREFECTURE
le 07/11/2016
Application agréée E-legalite.com
004-250401072-20161018-DEL16_10_87_03-DE

- Supprimer l'annexe n°2 au règlement de la zone agricole, trop contraignante pour les installations progressives en se tenant à la règlementation nationale en vigueur ;
- Conditionner la création du camping privé sur la route de Gréoux, entre autres, à la création d'une liaison douce vers le centre de Vinon, à son insertion paysagère et au caractère léger des futurs aménagements ;
- Faire un effort supplémentaire sur la limitation de la consommation d'espace et la mixité : suppression des règles anti-densité (la mitoyenneté doit être possible y compris pour les permis isolés), augmentation des emprises maximales à 25% en 1AUa et UCb, 20% en Uda, 15% en UDb et UDc, afin de favoriser la densification et la mixité sociale.

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et l'an susdits
Suivent les signatures
Pour extrait conforme

Le Président
Bernard CLAP

Acte rendu exécutoire
Après transmission en Préfecture
Le
et publication le

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU VAR

Courrier arrivé le
21 NOV. 2016
Mairie de Vinon-sur-Verdon

Brignoles, le 17 novembre 2016

SOUS-PRÉFECTURE DE BRIGNOLES
Bureau des relations avec les collectivités
et du développement local
Affaire suivie par Valérie Escach/5610
04 94 37 03 71
sp-brignoles-collectivites-locales@var.gouv.fr

Le Sous-Préfet de BRIGNOLES

à

Monsieur le Maire de VINON-SUR-VERDON

LETTRE RECOMMANDEE
AVEC ACCUSE DE RECEPTION
1A 125 352 9160 0

Objet : commune de VINON-SUR-VERDON - élaboration du Plan Local d'Urbanisme
Avis de l'État sur le projet arrêté.
Réf. : délibération du conseil municipal du 28 juillet 2016 – dossier complet reçu en préfecture le 22 août 2016.

P. jointes : réglement type PPRi zones bleues – courrier RTE du 07/10/2016 – courrier ONF du 29/09/2016.

Par délibération du 28 juillet 2016, votre conseil municipal a arrêté le projet du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune. L'élaboration de ce projet a fait l'objet de plusieurs réunions auxquelles mes services ont été associés et la problématique du risque inondation et du risque de rupture de barrage a donné lieu à de nombreuses séances de travail spécifiques depuis 2012. Un Porter à Connaissance (PAC) vous a été transmis par courriers des 7 novembre 2008 et 23 décembre 2008, ainsi qu'un complément relatif au risque inondation par courrier du 29 février 2012. Le document présente les enjeux du territoire communal et comporte une bonne analyse du potentiel résiduel des zones urbaines. Il développe les choix de développement urbain et économique en soulignant les nombreuses contraintes et servitudes à prendre en compte. Certaines dispositions méritent toutefois d'être complétées.

Je vous fais part ci-après de mon avis sur les points essentiels de votre document. Mais cette appréciation n'engage que l'administration et ne vaut nullement par des tiers qui viendraient, sur le fondement d'éléments laissés à leur seule appréciation, à en juger autrement.

1°) Concernant la prise en compte du risque d'inondation et de rupture de digues

Le risque d'inondation et de rupture de digues a fait l'objet de nombreuses réunions de travail dans le cadre de l'élaboration du projet de Plan de Prévention du Risque d'Inondation (PPRi). Le rapport de présentation (pages 69 à 73) expose les différentes problématiques et présente les études en cours. Pour arrêter le projet de PLU, la commune a ainsi retenu la version provisoire de juillet 2014 du zonage réglementaire du risque, en gelant provisoirement les zones soumises à un risque fort (zones rouges), au moyen d'un classement en zone inconstructible 2AU, dans l'attente de la version définitive du PPRi.

Courrier DOTELEC N°111819 - Numérisé le : 21/11/2016

Les limites de ces zones seront appelées, le cas échéant, à évoluer par une procédure de modification du PLU. Ce choix est pertinent et l'orientation n°1 du PADD énonce clairement l'objectif de protection contre le risque d'inondation. Toutefois, le projet de PLU comporte des insuffisances et des incohérences. En effet :

- le PADD annonce un règlement spécifique pour les constructions situées dans les secteurs concernés par le risque inondation – rupture de digues. Le règlement de chacune des zones indicées « i » renvoie ainsi à l'article 5-2 des dispositions générales ;
- mais cet article 5-2 énonce les niveaux d'aléas sans faire le lien avec le zonage réglementaire (rouge ou bleu) et sans énoncer les règles en matière de constructibilité ;
- par ailleurs l'article 5-2 cite l'Atlas des Zones Inondables (AZI) du 29/06/2011 au lieu du zonage provisoire des études de PPRi de juillet 2014, tel qu'il figure dans les annexes du PLU ;
- en outre, les planches graphiques ne font pas apparaître le report de la bande de sécurité inconstructible de 50 mètres.

En l'état actuel, les dispositions de l'article 2 des différentes zones ne sont pas opérantes. Il convient d'une part, de reporter la bande inconstructible sur les planches graphiques, et d'autre part, de compléter l'article 5-2 des dispositions générales en reprenant la rédaction jointe en annexe au présent courrier (Règles applicables en zone bleue du règlement-type d'un PPRi).

2°) Concernant les besoins en logements et la compatibilité avec le SCoT et le Plan Local de l'Habitat (PLH)

a) Compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

La commune de VINON-SUR-VERDON se situe dans un territoire attractif lié aux activités implantées dans la vallée de la Durance, à la proximité de Cadarache et du chantier ITER, mais également à la proximité de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix. Le rapport de présentation du PLU décrit de façon très succincte (pages 152b et 153) la compatibilité avec le SCoT, notamment sur la densité urbaine et la prise en compte des risques dans l'urbanisme. Le SCoT de l'Agglomération Durance Lubéron Verdon approuvé en décembre 2012 fixe des orientations générales visant à restructurer les espaces urbanisés et identifie les secteurs présentant des enjeux.

Le projet de PLU répond aux orientations du SCoT :

- en prévoyant de réhabiliter et de valoriser le centre ancien, afin de diversifier l'offre de logements en terme de typologie et de formes urbaines ;
- et en développant (pages 138 à 141 du rapport de présentation et des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)) une analyse de densification sur les deux zones de développement figurant au SCoT (Pégouy et Les Adrechs). Les choix retenus en matière de zonage et de densité (OAP n°1 et n°2) répondent aux orientations du SCoT, mais les OAP et le règlement font toutefois l'objet de remarques (cf. point 3-b ci-après) pour garantir l'atteinte effective des objectifs.

b) Compatibilité avec le PLH

Le PLH approuvé en 2014 fixe un objectif de production de 20 logements par an dont 6 en locatif social, ainsi que de 42 logements par an en requalification. Pour répondre à ces besoins le PLU retient une croissance démographique annuelle de 2 % permettant d'atteindre 5700 habitants en 2025, soit une centaine d'habitants supplémentaires par an sur 10 ans. Le projet de PLU fixe comme objectif la production de logements prioritairement dans le centre ancien en renouvellement urbain, ainsi que dans les espaces pavillonnaires déjà constitués, en prévoyant une plus forte densité et une diversification de la typologie des logements.

Les dispositions des OAP et du règlement appellent toutefois des observations (cf point 3-b ci-après).

SOUS-PREFECTURE DE BRIGNOLES
92 rue de la République – CS 20302 - 83 175 BRIGNOLES Cedex – ☎ 04.94.37.03.83 - 🖷 04.94.37.03.65
Horaires et modalités d'accueil disponibles sur www.var.gouv.fr

3°) Concernant les besoins en foncier et les Orientations d'Aménagement et de Programmation

a) Besoins en foncier

Le PADD présente en page 11 la carte de synthèse des risques et des protections (servitudes et protection environnementale). Dans ce contexte très contraint, le choix communal retient des secteurs à enjeux de développement urbain ou économique, à la fois en optimisant le foncier dans les secteurs déjà urbanisés et en identifiant des réserves foncières pour de l'habitat et pour des activités économiques.

b) Densité et Orientations d'Aménagement et de Programmation

- les secteurs pavillonnaires des quartiers des Adrechs et de Pégouy (La Clape) font l'objet de deux Orientations d'Aménagement et de Programmation de qualité, qui comportent une étude de densification. Les OAP présentent des principes d'aménagement destinés, d'une part, à assurer une mixité d'usage et d'autre part, à améliorer la desserte en voirie et le maillage des quartiers.

Le schéma d'aménagement des OAP évalue des densités moyennes (15 à 20 logts/ha jusqu'à 20 à 25 logts/ha) largement supérieures à celles observées actuellement. Ces schémas (OAP pages 12 et 25) repèrent le foncier disponible en différenciant les densités potentielles (couleur et légende). Toutefois seules les parties classées en zone 1AUa et 1AUb sont opérantes au travers du règlement qui renvoie aux OAP. En revanche, la différenciation des densités potentielles n'est pas traduite par des zonages ou sous-zonages cohérents (plusieurs densités au sein de la zone UDa pour l'OAP Pégouy et au sein des zones UC et UD pour l'OAP Les Adrechs) et le règlement des zones UC et UD ne renvoie pas au respect du schéma de principe de ces deux OAP. Il en résulte une absence de lien entre le règlement et les objectifs fixés. Il convient donc de compléter le règlement des zones UC et UD en renvoyant aux OAP pour ce qui concerne la densité. Par ailleurs il convient de corriger une erreur matérielle quant au pourcentage de Logements Locatifs Sociaux (LLS) sur la zone 1AUa Pégouy , fixé à 30 % dans le règlement, alors qu'il est annoncé à 35 % dans la légende du schéma de principe de l'OAP (page 25).

c) Logements Locatifs Sociaux

La commune possède 78 LLS et des opérations sont en cours de réalisation. Pour répondre aux objectifs fixés par la Loi SRU et par le PLH, le PLU impose 25 % de LLS par opération de 4 à 10 logements et 30 % pour les opérations de 11 logements et plus. Or, cette disposition n'est opérante que dans la zone 1AUa (Pégouy) où le règlement impose des opérations d'au moins 10 logements. En effet, cet règle n'est pas opérante pour les autres secteurs classés en 1AUb, en UC et en UD, situés dans un tissu pavillonnaire déjà constitué. Il convient, sur les tènements fonciers importants, d'imposer une taille minimum d'opération permettant ainsi de produire des LLS. Je vous invite à compléter le règlement de la zone 1AUb et des zones UC et UD, voire à différencier le zonage sur les tènements fonciers importants.

4°) Concernant le développement économique

a) la zone d'activités économiques et de services du Pas de Menc

L'attractivité de la commune et les besoins identifiés justifient la mobilisation de foncier pour permettre l'installation de nouvelles entreprises ou sociétés. La zone du Pas de Menc, déjà largement bâtie, est cependant fortement concernée par le risque d'inondation et de rupture de digues. Le devenir des zones actuellement non constructibles et classées en 2AU est subordonné aux résultats des études du PPRi et des études de sécurisation des digues.

b) le projet de parc d'activité des Plaines

La réserve foncière classée en 2AUe est destinée au projet communautaire de parc d'activité des Plaines. Sa superficie de 14ha et sa localisation en bordure de l'axe routier reliant MANOSQUE et l'autoroute A51 à Cadarache et à ITER, sont justifiés par les besoins identifiés au SCoT. La proximité du site Natura 2000 justifierait toutefois de développer l'analyse des incidences environnementales.

SOUS-PREFECTURE DE BRIGNOLES
92 rue de la République – CS 20302 - 83 175 BRIGNOLES Cedex – ☎ 04.94.37.03.83 - 🖷 04.94.37.03.65
Horaires et modalités d'accueil disponibles sur www.var.gouv.fr

Au stade de l'ouverture à l'urbanisation, il conviendra de développer un projet de qualité au travers d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation détaillée.

5°) Concernant les équipements publics

La commune de VINON-SUR-VERDON dispose de nombreux équipements publics. En matière d'assainissement, une nouvelle station d'épuration a été mise en service en 2015. D'une capacité actuelle de 9500 équivalents-habitants, elle pourra développer à terme une capacité de 12000 équivalents-habitants.

6°) Concernant la prise en compte de l'environnement

Le territoire de la commune est concerné par des protections environnementales fortes notamment dans le lit de la Durance et sur les sites Natura 2000. Le choix communal doit concilier protection contre les risques, protection de l'environnement et développement urbain. Le projet de PLU fait le choix d'optimiser les espaces déjà urbanisés. Les besoins en foncier supplémentaire à court ou long terme sont justifiés en regard des espaces non mobilisables en raison des contraintes développées dans le document. La qualité de l'évaluation environnementale du PLU est soumise à l'avis de l'Autorité Environnementale.

7°) Concernant la zone agricole

La commune de VINON-SUR-VERDON s'inscrit dans un territoire agricole très dynamique. Le projet de PLU confirme la volonté communale de préserver les conditions du développement de l'activité agricole. Le document comporte en annexe un diagnostic spécifique développant l'activité et le potentiel agricole de la commune.

En conclusion, le projet de PLU présente les défis à relever par la collectivité en retenant des choix de développement compatibles avec les objectifs de prévention et protection contre les risques et d'optimisation des espaces déjà urbanisés. Je vous invite toutefois à compléter le document sur les points soulignés ci-dessus pour garantir la mise en œuvre des objectifs fixés.



André CARAVA

SOUS-PREFECTURE DE BRIGNOLES
92 rue de la République – CS 20302 - 83 175 BRIGNOLES Cedex – ☎ 04.94.37.03.83 - 🖷 04.94.37.03.65
Horaires et modalités d'accueil disponibles sur www.var.gouv.fr

Modèle Règlement de PPRi

SOMMAIRE

Voir Zonage Bleu B3 et B1

Titre I PORTEE DU REGLEMENT

Chapitre 1: Objectifs de la prévention du risque inondation et de la gestion des zones inondables:

Chapitre 2: Champ d'application du PPRi:

Chapitre 3: Principes du zonage:

Titre II REGLES APPLICABLES AUX PROJETS NOUVEAUX

Chapitre 1: Régles applicables sur l'ensemble du territoire:

Chapitre 2: Règles applicables en zone rouge;

Article 1: Règles applicables à l'ensemble de la zone rouge
Article 2: Zone rouge R1 (plein);
Article 3: Zone rouge R2 (hachurée oblique);
Article 4: Zone rouge R3 (hachurée verticale);

Chapitre 3: Règles applicables en zone bleue;

Article 1: Règles applicables à l'ensemble de la zone bleue
Article 2: Zone bleue B1 (plein);
Article 3: Zone bleue B2 (quadrillée);
Article 4: Zone bleue B3 (hachurée horizontale);

Chapitre 4: Règles applicables en zones potentiellement inondables;

ANNEXE I LEXIQUE

Courrier DOTELEC N°111819 - Numérisé le : 21/11/2016

Titre I PORTEE DU REGLEMENT

L'élaboration du présent PPR Inondation a été prescrite par arrêté préfectoral en date du 11 février 1999.

Chapitre 1: Objectifs de la prévention du risque inondation et de la gestion des zones inondables

La première priorité est de préserver les vies humaines.

La deuxième priorité est de réduire le coût des dommages liés à une inondation qui est reporté in fine sur la collectivité. En effet, la collectivité nationale assure, au travers de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, une solidarité financière vis à vis des occupants des zones exposées aux risques naturels. Dès lors toute installation nouvelle en zone soumise au risque d'inondation représenterait une acceptation de la collectivité nationale de prendre en charge le coût des dommages.

Les objectifs de la prévention du risque inondation et de la gestion des zones inondables reposent sur 3 grands principes:

- interdire toute construction nouvelle et saisir toutes les opportunités pour réduire le nombre des constructions exposées dans les zones inondables soumises aux aléas les plus forts. Déterminer les dispositions nécessaires à la réduction de la vulnérabilité des constructions qui pourront éventuellement être autorisées dans les autres zones inondables;
- contrôler strictement l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues, veiller à ce que les constructions éventuellement autorisées soient compatibles avec les impératifs de la protection des personnes, de l'écoulement des eaux
- éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne seraient pas justifiés par la protection des lieux fortement urbanisés;

Courrier DOTELEC N°111819 - Numérisé le : 21/11/2016

Chapitre 2: champ d'application du PPRI

Les articles L562-1 à L.562-9 du code de l'environnement fondent le plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRI).
En particulier, l'article L562-1 du code de l'environnement précise l'objet et la portée des PPRN:
Extrait de l'article L562-1
I. - L'Etat élabore et met en application des plans de prévention des risques naturels prévisibles tels que les inondations, les mouvements de terrain, les avalanches, les incendies de forêt, les séismes, les éruptions volcaniques, les tempêtes ou les cyclones.

II. - Ces plans ont pour objet, en tant que de besoin :

1° De délimiter les zones exposées aux risques, en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles, notamment afin de ne pas aggraver le risque pour les vies humaines, pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;

2° De délimiter les zones qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdiction ou des prescriptions telles que prévues au 1° ;

3° De définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;

4° De définir, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

III. - La réalisation des mesures prévues aux 3° et 4° du II peut être rendue obligatoire en fonction de la nature et de l'intensité du risque dans un délai de cinq ans, pouvant être réduit en cas d'urgence. A défaut de mise en conformité dans le délai prescrit, le préfet peut, après mise en demeure non suivie d'effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur.

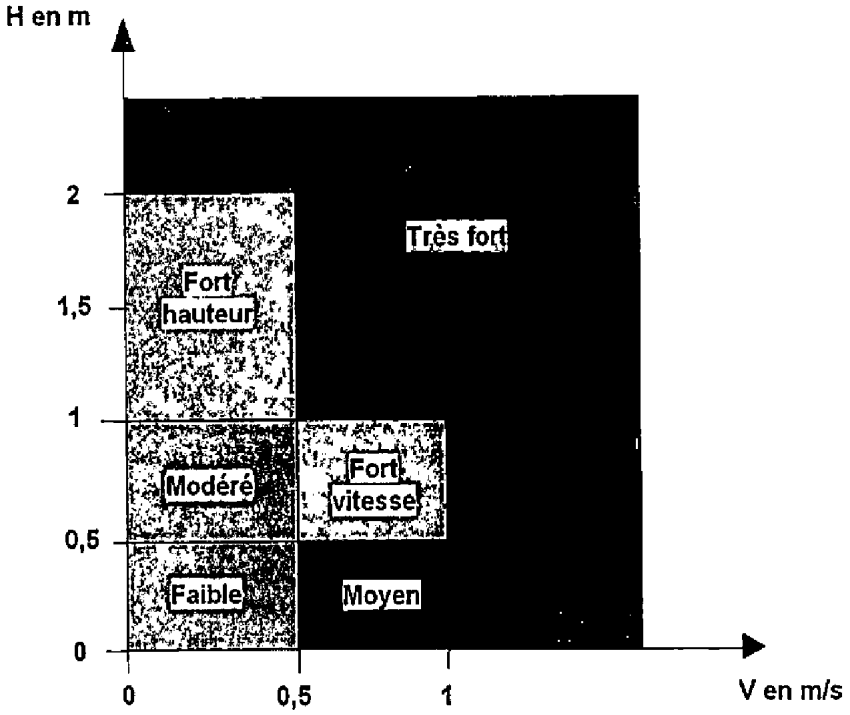
Chapitre 3: Principes du zonage

Le zonage réglementaire comprend 3 zones distinctes en fonction des niveaux d'aléas et des enjeux. A l'intérieur de celles-ci sont délimitées des sous-zones.

Ces zones résultent du croisement de deux variables:

- l'intensité de l'aléa inondation: il se décompose en 6 classes: Faible, Modéré, Moyen, Fort hauteur, Fort vitesse et très Fort.
  On peut y ajouter les zones potentiellement inondables et les zones exposées à un aléa exceptionnel.

Grille de lecture des aléas



- la caractérisation des enjeux: traduit le mode d'occupation du sol qui comprend 3 classes:
  - les centres urbains denses: ils se caractérisent notamment par leur histoire, une occupation du sol importante, une continuité du bâti, la mixité des usages.
  - les autres zones urbanisées: elles ne présentent pas l'ensemble des caractéristiques du centre urbain dense;
  - les secteurs agricoles ou naturels peu ou pas urbanisés;

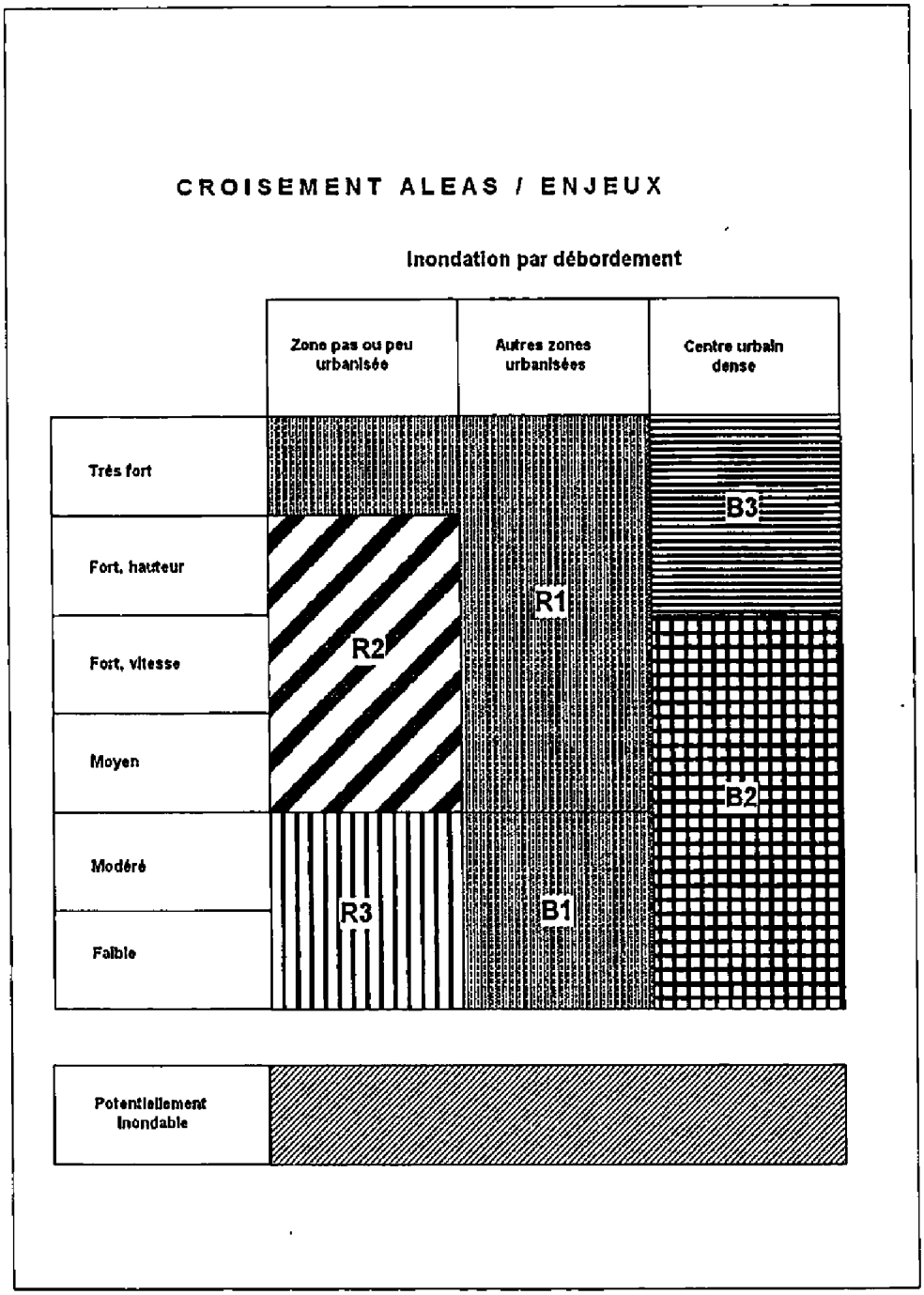
Le zonage réglementaire détermine les règles applicables en tenant compte à la fois de l'enjeu et de l'intensité de l'aléa inondation auquel il est soumis.

Il comprend les zones rouges, zones d'interdiction, avec des sous-zones pour tenir compte de l'exploitation agricole selon les niveaux d'aléa.

Il comprend des zones bleues, zones où les constructions, ouvrages, aménagements et exploitations nouveaux sont soumis à prescriptions avec des sous-zones dans lesquelles les prescriptions sont modulées en fonction de la stratégie de prévention.

Elle comprend des zones potentiellement inondables susceptibles d'être exposées au risque pour des évènements superieurs à celui pris pour référence au PPRI.

Les tableaux ci-après illustrent les principes du zonage réglementaire :



Courrier DOTELEC N°111819 - Numérisé le : 21/11/2016

Titre II REGLES APPLICABLES AUX PROJETS NOUVEAUX

Chapitre 1: Régles applicables sur l'ensemble du territoire:

Chapitre 2: Règles applicables en zone rouge:

Article 1: Règles applicables à l'ensemble de la zone Rouge
Article 2: Zone rouge R1 (plein);
Article 3: Zone rouge R2 (hachurée oblique);
Article 4: Zone rouge R3 (hachurée verticale);

Chapitre 3: Règles applicables en zone bleue:

Article 1: Règles applicables à l'ensemble de la zone Bleue
Article 2: Zone bleue B1 (plein);
Article 3: Zone bleue B2 (quadrillée);
Article 4: Zone bleue B3 (hachurée horizontale);

Chapitre 4: Règles applicables en zones potentiellement inondables:

Courrier DOTELEC N°111819 - Numérisé le : 21/11/2016

Chapitre 1: Régles applicables sur l'ensemble du territoire:

Sur l'ensemble du territoire étudié, une marge de recul par rapport aux cours d'eau, vallons ou écoulements figurés sur la carte réglementaire devra être respectée. Cette marge de recul sera calculée à partir du haut de berge. Elle ne pourra pas dépasser les emprises du lit majeur.
Elle a pour objectif de:

- maintenir un espace de mobilité aux cours d'eau permanents et temporaires
- permettre l'accès aux rives et aux berges de ces cours d'eau
- diminuer l'impact des écoulements sur les constructions en les en éloignant

A ce titre:

Dans une bande de **30m** de part et d'autre des cours d'eau permanents, toutes constructions ou installations nouvelles sont interdites hormis pour les ouvrages d'infrastructure et les réseaux.

Toutefois, **en zones déjà urbanisées**, dans ces marges de recul et au **delà d'une bande inconstructible des 5m** de part et d'autre de l'écoulement, **sous réserve que le règlement de la zone l'autorise**, l'extension des bâtiments existants sans création d'emprise au sol supplémentaire ainsi que les piscines enterrées et leurs équipements annexes sont admis.
Dans ces mêmes zones, des adaptations pourront être retenues pour des constructions qui suivent la trame urbaine et pour les constructions situées en dent creuse d'une urbanisation constituée

Dans l'emprise des marges de recul et au delà de la bande de 5m inconstructible, les clôtures sont autorisées à condition d'assurer la transparence hydraulique. A titre d'exemple seront autorisés les murs bahut inférieurs à 20cm de haut surmontés d'un grillage de maille 150x150 ou de barreaudages espacés de 10cm minimum..

Pour les espaces protégés par une digue, la bande inconstructible passe à **50m** à compter du pied de digue.

Dans une bande équivalente à cent fois la charge d'eau (différence entre la cote de la crue de référence et la cote du terrain naturel au pied de la digue) du pied de digue et, au delà de la bande de 50m visée ci dessus, les constructions et aménagements nouveaux respecteront les dispositions de la zone rouge R1. Des largeurs de bandes différentes pourront être retenues sur la base des études de dangers et des dossiers réalisés en application des dispositions du décret du 11 décembre 2007 et suivants.

Pour les vallons, vallats non figurés sur la carte réglementaire, il est fortement recommandé de maintenir une bande inconstructible de 10 m de part et d'autre des vallons ou de l'axe pour les vallats , sans que celle -ci soit inférieure à 5 m.

Courrier DOTELEC N°111819 - Numérisé le : 21/11/2016

Chapitre 3: Règles applicables en zone bleue:

ZONE BLEUE:

La zone bleue délimite un secteur où des constructions sont autorisées sous conditions.

Dans le cadre du présent règlement, sont autorisés en zone bleue tous travaux, constructions et installations de quelque nature qu'ils soient, sous réserves des prescriptions et exceptions énumérées ci-après pour chacune des sous-zones.

La zone bleue est divisée en 3 sous-zones selon le type de risque:

- Zone Bleue B1 (plein) :
  - Zone urbanisée (hors centre urbain dense) avec un aléa inondation par débordement « faible à modéré » :
    - H< 1m et V<0,5 m/s;

- Zone Bleue B2 (quadrillée):

  Pour l'aléa par débordement de cours d'eau, cette zone correspond au centre urbain dense avec un aléa caractérisé par:

  * H< 1m et V< 1m/s;

- Zone Bleue B3 (Hachurée horizontale):
  - Centre urbain dense avec un aléa inondation par débordement ou ruissellement « fort hauteur & très fort »:

    * H > 1m ou V > 1m/s;

Courrier DOTELEC N°111819 - Numérisé le : 21/11/2016

Article 1
Règles applicables à l'ensemble de la zone Bleue:

Article 1-1 Sont autorisés:

Les constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles sont autorisés sauf ceux ou celles qui sont interdits à l'article 1-3 et sous réserve du respect de prescriptions de l'article 1-2.

Article 1-2 Prescriptions générales:

Sauf disposition particulière à une sous zone les prescriptions générales qui s'appliquent à l'ensemble de la zone bleue sont les suivantes :

- La face supérieure du premier plancher aménageable doit être implantée au minimum à 0,40 mètre au dessus de la cote de référence
- les constructions nouvelles doivent être pourvues de fondations résistantes aux affouillements, tassements et érosions localisées
- les locaux d'habitations et leurs extensions devront être construits sur vide sanitaire ajouré sur au moins 50% de sa surface périmétrique ; l'axe des constructions étant situé dans le sens des écoulements;
- les locaux d'activités, les dépendances, les annexes des habitations ainsi que les extensions de ces 3 types de locaux devront également être construits sur vide sanitaire ajouré sur au moins 50% de sa surface périmétrique (l'axe des constructions étant situé dans le sens des écoulements) ou pour des motifs de portance des planchers sur remblais. Dans ce dernier cas, les remblais ne devront pas dépasser 30% de l'emprise du terrain et ne pas faire l'objet d'opposition au titre du code de l'environnement.
- Les piscines devront être affleurantes et balisées jusqu'au minimum à 0,20m au dessus de la cote de référence pour pouvoir être identifiées en cas de crue;
- les travaux d'entretien et de gestion courante des bâtiments implantés et régulièrement autorisés antérieurement à l'approbation du plan sont autorisés à condition de ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes ou de biens;
- les travaux de sécurisation permettant aux personnes d'atteindre les zones refuges ou à défaut les toitures sont autorisés;
- les travaux de création et de mise en place d'infrastructures publiques et réseaux (eau, énergie, télécommunication) nécessaires au fonctionnement des services publics ainsi que leurs équipements, aux conditions :
  - de prendre toutes les dispositions constructives visant à diminuer la vulnérabilité et à permettre un fonctionnement normal ou, à minima, à supporter sans dommages structurels une crue torrentielle
  - de ne pas aggraver l'impact des crues ,de ne pas augmenter le risque
- les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque inondation à condition de ne pas aggraver les risques par ailleurs. Ces aménagements ne pourront être mis en oeuvre qu'à condition qu'ils ne fassent pas l'objet d'opposition au titre du Code de l'Environnement ;
- les clôtures doivent assurer la transparence hydraulique.

Courrier DOTELEC N°111819 - Numérisé le : 21/11/2016

A titre d'exemple seront autorisés:

- les murs bahut inférieurs à 20cm de haut surmontés d'un grillage de maille 150x150 ou de grilles espacées de 10cm minimum;

Dans les secteurs soumis au risque inondation par ruissellement, le coefficient d'emprise au sol est limité à 0,30;

Article 1-3 Sont interdits:

Dans l'ensemble des sous-zones bleues sont interdits:

- les bâtiments dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, la défense ou pour le maintien de l'ordre public ou encore dont la défaillance présente un risque élevé pour les personnes
- les sous-sols, caves, parc de stationnement enterrés situés sous le niveau de la cote de référence;
- tous les ERP de 1°, 2° et 3° catégorie;
- tous les ERP de 4° et 5° catégorie de type R, U et J;
- dans les ERP de 4° et 5° catégorie de type O, les chambres dont le plancher est situé en dessous de la cote de référence + 0,40 m;
- les aires de jeux comportant des installations ou des investissements lourds;
- la création ou l'extension de campings et de stationnement de caravanes ou accueillant des habitations légères de loisirs ou de résidences mobiles de loisirs, de parc résidentiels de loisirs et d'aires d'accueil des gens du voyage;
- le stockage de carburant ou tout autre produit polluant:

  - si il n'est pas lesté ou arrimé au sol l'empêchant ainsi de flotter et d'être emporté par la crue.

  - si les émergences ne sont pas situées au dessus de la cote de référence + 0,40 m afin d'éviter toute pollution du milieu lors de la crue

- les remblais sauf ceux strictement nécessaires aux bâtiments et aux infrastructures et régulièrement autorisés;
- les clôtures, haies contiguës, murs, etc ... qui ne permettent pas la transparence hydraulique;

Article 1-4 Dérogations à l'article 1-3:

Par dérogation aux dispositions ci dessus et sous réserve d'être motivé au regard du développement urbain de la commune sont autorisés :

Dans l'ensemble des sous-zones bleues avec une H<0,50m :

- les stationnements en sous-sol à condition que les accès et les émergences soient situés au minimum à 0,40 m au dessus de la cote de référence et qu'un cuvelage soit réalisé. De plus, l'accès devra être situé sur la face opposée au courant.

Dans l'ensemble des sous-zones bleues avec une H<0,50m et V<0,50 m/s :

- <u>l'implantation des magasins de grande surface</u> d'une superficie inférieure à 1000 m² de surface commerciale de vente ainsi que l'extension inférieure à 20% des grandes surfaces existantes à condition que:
  - La face supérieure du premier plancher aménageable soit implantée au minimum à 0,40 mètre au dessus de la cote de référence;
  - la construction soit bâtie sur vide sanitaire ou pour des motifs de portance des planchers sur remblais. Dans ce dernier cas, la construction ne dépassera pas 30% du terrain d'assiette (existant et extension cumulée);
  - la sécurité des personnes se trouvant à l'intérieur du magasin ou sur son parking soit assurée;
  - la commune soit abonnée à un système de prévision de la météo et dispose d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) en articulation avec le Plan de Mise en Sécurité de l'Etablissement;

- <u>les extensions des établissements sensibles</u> aux conditions cumulatives suivantes:
  - Que l'avantage du projet par rapport à une implantation sur un terrain non exposé au risque inondation par une étude technico-économique soit démontré;
  - que la face supérieure du premier plancher aménageable soit implantée au minimum à 0,40 m au dessus de la cote de référence;
  - que cette extension ne conduise pas à classer l'ERP dans une catégorie supérieure;
  - que la sécurité des personnes soit assurée, de ne pas provoquer de nouveaux risques et tendre à diminuer la vulnérabilité de l'existant;
  - sous réserve de non opposition au titre du code de l'environnement;
  - que la commune soit abonnée à un système de prévision de la météo et dispose d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) en articulation avec le Plan de Mise en Sécurité de l'Etablissement;

Article 1
Zone Bleue B1 (Plein):

- Zone urbanisée (hors centre urbain dense) avec un aléa « faible à modéré » :
    - H< 1m et V<0,5 m/s;

Sont admis en zone B1 les constructions et aménagements autorisées dans la zone bleue à l'exception:

- des stationnements collectifs de caravanage, résidences mobiles de loisir, habitations légères de loisir, bateaux et tout autre objet susceptible d'être mis en flottaison et de créer des embâcles;

Article 2
Zone Bleue B2 (Quadrillée):

Pour l'aléa par débordement de cours d'eau, cette zone correspond au centre urbain dense avec un aléa caractérisé par:

* H< 1m et V< 1m/s;

Dans cette sous-zone, les constructions et aménagements nouveaux doivent être conçues et réalisées en prenant en compte le risque et en s'y adaptant en suivant l'une des 2 stratégies suivantes ou en mixant leurs solutions:

- Eviter:

Cette stratégie consiste à mettre le bâtiment hors d'atteinte de l'eau.

* Dans le cas d'inondation par débordement, la face supérieure du premier plancher aménageable devra être implantée au minimum à 0,40 m au dessus de la cote de référence.

Dans le cas où cette première stratégie ne peut être mise en œuvre pour des raisons liées à la configuration des lieux, il est possible de réaliser les constructions en suivant la seconde stratégie:

- Résister:

Cette stratégie consiste à retarder, voire empêcher la pénétration de l'eau dans le bâtiment par la mise en place de dispositifs permanents ou temporaires (batardeaux, obturateur des ouvertures, barrières mobiles,...).

Afin d'empêcher l'inondation de l'habitation, celles-ci devront:

- être équipées de batardeaux et être en mesure d'obturer toutes les venues d'eau par les soupiraux, ouvrants , ...
- disposer de clapet anti-retour ou tout autre système sur les systèmes d'évacuation des eaux;
- situer les aérations au minimum à 0,40 m au dessus de la cote de référence ,

Afin de prévenir les cas de dysfonctionnement ou de rupture, les constructions neuves conçues selon cette stratégie devront:

- Utiliser des matériaux insensibles à l'eau jusqu'à 1,50 mètre au dessus de la cote de référence;
- disposer l'armoire électrique et les prises de courant au minimum à 0,40 mètre au dessus de la cote de référence;
  Les gaines électriques suivront un chemin descendant. Enfin, un tableau divisionnaire de sécurité spécifique à la partie inondable sera installé.
- Disposer les équipements électriques, et matériels sensibles à l'eau (tableau électrique, appareil de chauffage, programmateur, module de commande, centrale de ventilation, climatisation,...) à 0,40m au dessus de le cote de référence ;

Article 3
Zone Bleue B3 (Hachurée horizontale):

- Centre urbain dense avec un aléa inondation par débordement ou ruissellement « fort hauteur & très fort »::
  - H > 1m ou V > 1m/s;

Dans cette sous-zone, les constructions et aménagements nouveaux doivent être conçues et réalisées en prenant en compte les contraintes suivantes:

- sont interdites toutes les nouvelles constructions sur un niveau unique et qui ne comporteraient pas de ce fait une zone refuge au minimum à la cote des plus hautes eaux +40cm;
- sont interdits les locaux de sommeil en Rez de Chaussée lorsque le hauteur d'eau est supérieure à 1m;
- les batardeaux ne devront pas faire plus de 1 mètre de haut. Ils ne dispensent pas des autres contraintes ou préconisations édictées pour la présente zone;
- la mise en œuvre d'une des 3 stratégies suivantes:

• Eviter:

Cette stratégie consiste à mettre le bâtiment hors d'atteinte de l'eau de façon à ce que la face supérieure du premier plancher aménageable soit implantée au minimum à 0,40 m au dessus de la cote de référence.

Dans le cas où cette première stratégie ne peut être mise en œuvre pour des raisons liées à la configuration des lieux, il est possible de réaliser les constructions en suivant la seconde stratégie:

• Résister:

Cette stratégie consiste à retarder, voire empêcher la pénétration de l'eau dans le bâtiment par la mise en place de dispositifs permanents ou temporaires (batardeaux, obturateur des ouvertures, barrières mobiles,...).
Afin d'empêcher l'inondation de l'habitation, celles-ci devront:

- être équipées de batardeaux et obturer toutes les venues d'eau par les soupiraux, ouvrants , situer les aérations au minimum à 0,40 m au dessus de la cote de référence ,...
- disposer de clapet anti-retour ou tout autre système sur les réseaux d'évacuation des eaux;

Afin de prévenir les cas de dysfonctionnement ou de rupture, les constructions neuves conçues selon cette stratégie devront:

- disposer d'un espace refuge à la cote située au minimum à 0,40 mètre au dessus de la cote de référence.
- Utiliser des matériaux insensibles à l'eau jusqu'à 1 mètre au dessus de la cote de référence ;
- disposer l'armoire électrique et les prises de courant au minimum à 0,40 mètre au dessus de la cote de référence. Les gaines électriques suivront un chemin

Courrier DOTELEC N°111819 - Numérisé le : 21/11/2016

descendant. Enfin, un tableau divisionnaire de sécurité spécifique à la partie inondable sera installé.

- Disposer les équipements de chauffage, chauffe-eau, de préférence dans des lieux hors d'eau ou à défaut en hauteur à la cote située au minimum à 0,40 mètre au dessus de la cote de référence;

Enfin, après démonstration qu'aucune des 2 stratégies précédentes n'est applicable, la troisième pourra être mise en œuvre, en particulier si la hauteur d'eau est supérieure à 1m:

- Céder:

Cette stratégie consiste à laisser l'eau pénétrer dans le bâtiment et à prendre en contrepartie toutes les dispositions nécessaires à la limitation de l'endommagement et à la réduction du délai de retour à la normale, à savoir:

- disposer d'un espace refuge à la cote située au minimum à 0,40 mètre au dessus de la cote de référence.
- Utiliser des matériaux insensibles à l'eau jusqu'à 1,50 mètre au dessus de la cote de référence ;
- disposer l'armoire électrique et les prises de courant au minimum à 0,40 mètre au dessus de la cote de référence et les gaines électriques suivront un chemin descendant. Enfin, un tableau divisionnaire de sécurité spécifique à la partie inondable sera installé.
- Disposer les équipements électriques, et matériels sensibles à l'eau (tableau électrique, appareil de chauffage, programmateur, module de commande, centrale de ventilation, climatisation,...) à 0,40m au dessus de le cote de référence;;

Chapitre 4: Règles applicables en zones potentiellement inondables:

Le présent PPRI comprend une zone relative à des espaces potentiellement inondables qui peuvent être exposés au risque pour des évènements supérieurs à celui pris pour référence pour le présent PPRI. Il s'agit de zones déjà urbanisées pour lesquelles la survenance d'un événement supérieur à la crue de référence serait de nature à aggraver le risque et qui, ainsi, font l'objet de prescriptions qui fixent les conditions de la poursuite de l'urbanisation.

L'extension de l'urbanisation devra être recherchée en dehors de ces zones.

Dans ces zones sont interdites, sauf à démontrer par une étude technico-économique l'avantage du projet par rapport à une implantation sur un terrain non exposé au risque inondations:

- les établissements utiles à la gestion de crise;
- les établissements accueillant une population sensible;
- les établissements susceptibles de drainer une population importante (>1500personnes);

La face supérieure du premier plancher aménageable des constructions devra être implantée au minimum à 0,40m au dessus de la cote de référence.

Les recommandations suivantes pourront également être mises en oeuvre:

- situer les accès et émergences des sous-sols au minimum à 0,40m au dessus de la cote de référence;
- faire affleurer les piscines jusqu'au minimum 0,20m au dessus du terrain naturel et les baliser pour pouvoir être identifiées en cas de crue;
- disposer les aires de stockage des produits polluants à 0,40m au dessus de la cote de référence;
- lester et sceller les stockages de matières polluantes ou dangereuses qui ne pourraient être mis hors d'eau et situer leur émergences à 0,40m au dessus de la cote de référence afin d'éviter toute pollution.
- ne pas réaliser de clôtures pleines.

Courrier DOTELEC N°111819 - Numérisé le : 21/11/2016

Réseau de transport d'électricité

VOS REF. :

NOS REF. : LE-ING-CDI-MAR-SCET-16-PLU-PA

INTERLOCUTEUR : THOMAS Josy
TEL. : 04 88 67 43 21
MAIL : josy.thomas@rte-france.com

OBJET : Elaboration Plan Local d'Urbanisme
Commune de VINON-SUR-VERDON
« Projet Arrêté »

Direction Départementale des Territoires et de la Mer du VAR
Service Territorial OUEST VAR
Bureau Aménagement
Quartier du Plan

83170 BRIGNOLES

A l'attention de Mme Elodie CEMBRANI

Marseille, le 7 octobre 2016

Madame,

Vous nous informez, par courrier du 1er septembre 2016, que la commune de VINON-SUR-VERDON a arrêté, par délibération du Conseil Municipal en date du 28 juillet 2016, son projet de Plan Local d'Urbanisme.

L'étude de ce dossier nous amène à formuler quelques demandes d'adaptation pour rendre compatible l'existence de nos ouvrages publics de transport d'électricité et le document d'Urbanisme de cette commune.

- Liste des Servitudes I4

Nous vous adressons, ci-joint, une notice d'information relative aux lignes et canalisations électriques RTE donnant toutes les précisions utiles les concernant, notamment les textes de réglementation générale relatifs d'une part, au service public de l'électricité, et d'autre part, à l'exercice des servitudes et leurs conséquences directes. Ces éléments vous permettront de réactualiser cette liste, notamment la rubrique «Textes de règlementation ».

De plus, nous vous signalons que le Gestionnaire des Servitudes I4, en charge du traitement des documents d'Urbanisme (PLU, carte communale, SCOT) est :

Réseau Transport d'Electricité (RTE) *et non plus RTE TESE*

Centre Développement et Ingénierie MARSEILLE (CDIM) *et non plus GIMR*

Service Concertation Environnement Tiers (SCET)

46, Avenue Elsa Triolet CS 20022

13417 MARSEILLE CEDEX 08

ire développement & Ingénierie Marseille
Avenue Elsa Triolet CS 20022
17 MARSEILLE Cedex 08
Standard : 04.88.67.43.00

De même, le service chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance de ces servitudes, à consulter pour tous travaux ou projets de construction soumis à autorisation ou déclaration, ou demande de certificat d'urbanisme, et situés à proximité (bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de nos ouvrages HTB), est :

Réseau Transport d'Electricité (RTE) *et non plus RTE - TESE*

Groupe Maintenance Réseaux (GMR) PROVENCE ALPES DU SUD *et non plus GET*

ZAC LES CHABAUDS

251, Rue Louis Lépine

13320 BOUC-BEL-AIR

(Tél. 04.42.65.67.00)

Les intitulés de ces ouvrages HTB sont à reprendre (plan Servitudes joint) :

- Ligne aérienne 225 000 volts BOUTRE – COUDON (LE)
- Ligne aérienne 225 000 volts BOUTRE – FAVARY
- Liaison souterraine 225 000 volts BOUTRE – TRANS (Arrêté interministériel de DUP du 28/03/2012)
- Ligne aérienne 225 000 volts BOUTRE – SAINTE TULLE 1
- Ligne aérienne 225 000 volts 2 circuits - BOUTRE – ORAISON
  - BOUTRE – SAINTE TULLE 2
- Ligne aérienne 400 000 volts 2 circuits - BOUTRE – PRIONNET (LE)
  - BOUTRE – PLAN D'ORGON
- Ligne aérienne 63 000 volts CADARACHE – VINON
- Ligne aérienne 63 000 volts SAINTE TULLE – VINON.

Nous vous informons également que RTE a actuellement en cours d'instruction le projet de :

- **Liaison souterraine 225 000 volts BOUTRE – CADARACHE.** Cet ouvrage passera sur le territoire de la commune de VINON. (cf. plan du projet joint).

Le fait de préciser s'il s'agit d'un ouvrage aérien ou souterrain sur la liste des Servitudes est important, car si ce dernier vient à traverser des espaces boisés classés (EBC), un couloir de déclassement, de largeur différente selon la nature et la tension de la ligne, est alors à matérialiser sur le plan de zonage du PLU.

Afin de bien matérialiser les tracés de ces différents ouvrages, nous vous joignons également les fichiers SIG de la commune.

- <u>Règlement</u>

Nous vous rappelons que RTE, afin de préserver la qualité et la sécurité du transport d'énergie électrique, doit pouvoir effectuer les opérations de maintenance et les réparations nécessaires à l'entretien et au bon fonctionnement des ouvrages de transport d'électricité.

De plus, les ouvrages HTB de RTE (postes et lignes) ont des spécificités techniques particulières en hauteur et tenue mécanique (arrêté technique interministériel). Ils sont amenés à être déplacés, modifiés ou encore surélevés pendant leur durée de vie, que ce soit pour des raisons de sécurité vis à vis des tiers ou encore des impératifs techniques. C'est pourquoi, nous nous permettons d'insister sur le fait que RTE puisse conserver la possibilité de modifier ses ouvrages à tout moment et sur la nécessité de leur compatibilité avec le nouveau PLU.

Réseau de transport d'électricité

NOTE D'INFORMATION RELATIVE AUX

LIGNES ET CANALISATIONS ELECTRIQUES

RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE

SERVITUDES I4

I - Généralités

Il s'agit de servitudes d'utilité publique relatives à l'établissement d'ouvrages de la concession de transport d'électricité.

Ces servitudes, dont bénéficie RTE en application des articles L.323-3 et suivants du Code de l'énergie permettent :

- d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments ;
- de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées ;
- d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ;
- de couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

Références législatives et réglementaires en vigueur :

- Code de l'énergie - notamment les articles L.323-3 et suivants et R.323-1 et suivants ;
- Code de l'urbanisme - notamment les articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, L.161-1, L.162-1, L.163-10 et R.151-51, R.153-18, R.161-8 et R.163-8 ;
- Code de l'environnement, notamment les articles L.554-1 à L.554-5 et R.554-1 à 554-38
- Décret n°67-886 du 6 octobre 1967.

tre développement & ingénierie Marseille
tvenue Elsa Triolet CS 20022
17 MARSEILLE Cedex 08
Standard : 04 88.67.43.00

Le service, en charge de la maintenance des ouvrages de transport d'électricité, à contacter pour tous travaux ou projets de construction soumis à autorisation ou à déclaration préalable, ou demande de certificat d'urbanisme, est :

RESEAU TRANSPORT ELECTRICITE (RTE)

Groupe Maintenance Réseaux (GMR) PROVENCE ALPES DU SUD

ZAC LES CHABAUDS

251, Rue Louis Lépine

13320 BOUC-BEL-AIR

(Tél. 04.42.65.67.00)

II - Procédure d'institution

A - Procédure

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres sont régies par les dispositions des articles L.323-3 et suivants et R.323-1 et suivants du Code de l'énergie.

La déclaration d'utilité publique d'un ouvrage, en vue de l'établissement de servitudes, sans recours à l'expropriation, est obtenue selon les conditions déterminées par les articles R.323-1 et suivants du Code de l'énergie. Elle est prononcée par arrêté préfectoral ou arrêté du Ministre chargé de l'énergie, selon les caractéristiques des ouvrages concernés.
Cette déclaration permet à l'Administration de prononcer le caractère d'intérêt général d'un projet d'ouvrage électrique et est indispensable pour mettre en œuvre la procédure administrative de mise en servitudes légales en cas de désaccord avec un propriétaire.

Lorsque le tracé de détail de la ligne est connu, il est proposé au propriétaire de signer avec RTE une convention de servitudes afin de reconnaître la servitude.

A défaut d'accord amiable, les servitudes sont instituées selon la procédure établie par les articles R.323-7 et suivants du Code de l'énergie.

RTE adresse au préfet une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés atteintes par les servitudes. Le préfet prescrit par arrêté une enquête et désigne un commissaire enquêteur. Cet arrêté est notifié au pétitionnaire et immédiatement transmis avec le dossier aux maires des communes intéressées.
Le demandeur, après avoir eu connaissance des observations faites au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au préfet. Les servitudes sont alors établies par arrêté préfectoral.
L'arrêté instituant les servitudes doit nécessairement être affiché en mairie ; cet affichage concerne toutes les communes intéressées. Une notification de l'arrêté instituant les servitudes est faite au demandeur, tout comme à chaque propriétaire et exploitant possédant un titre régulier d'occupation et concerné par la servitude.
Après l'accomplissement de ces formalités, RTE est alors autorisé à exercer les servitudes.

La convention de servitudes et l'arrêté préfectoral instituant les servitudes emportent les mêmes effets juridiques (cf. Chapitre III).

B - Indemnisation

L'article L.123-7 du code de l'énergie prévoit que des indemnités puissent être perçues par les propriétaires concernés par l'implantation d'un ouvrage électrique, en réparation du préjudice direct, matériel et certain résultant directement de l'exercice des servitudes.

Dans le domaine agricole, cette indemnisation s'appuie sur des barèmes déterminés et actualisés chaque année, selon les accords passés entre les organisations professionnelles agricole et RTE.

A défaut d'accord amiable, l'indemnité, qui peut être due à raison des servitudes, est fixée par le juge judiciaire.

Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, de l'entretien et de la réparation des ouvrages font l'objet d'une indemnité supplémentaire, versée suivant la nature du dommage.

III - Effets de la servitude

A - Prérogatives de puissance publique

Droits reconnus par RTE au regard des articles L.323-3 et suivants du Code de l'énergie :

- D'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments, à la condition qu'on y puisse y accéder par l'extérieur, étant spécifié que ce droit ne pourra être exercé que sous les conditions prescrites, tant au point de vue de la sécurité qu'au point de vue de la commodité des habitants, par les décrets en Conseil d'Etat prévus à l'article L.323-11 du Code de l'énergie ;

- De faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées, sous les mêmes conditions que ci-dessus ;

- D'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ;

- De couper les arbres et les branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

Le droit d'accès à la parcelle grevée de servitudes est un droit accessoire aux servitudes d'utilité publique.
Le propriétaire se doit, en effet, de laisser un libre accès aux agents de RTE, ou ceux des entrepreneurs accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis.

B - Droits du propriétaire

Conformément à l'article L.323-6 du code de l'énergie, l'exercice des servitudes n'entraîne aucune dépossession pour les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes.

La présence de l'ouvrage ne fait donc pas obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir.

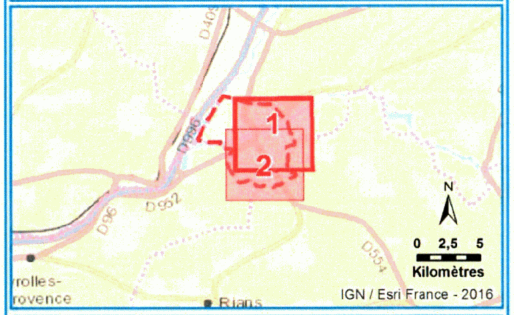
Néanmoins, le propriétaire d'un terrain grevé de servitudes doit, avant d'entreprendre tous travaux de démolition, réparation, surélévation, toute clôture ou tout bâtiment, prévenir RTE par lettre recommandée, au moins un mois avant le début des travaux.

Courrier DOTELEC N°111819 - Numérisé le : 21/11/2016

Réseau de transport d'électricité

OUVRAGES ELECTRIQUES ET SERVITUDES I4 TRAVERSANT LA COMMUNE DE :

VINON-SUR-VERDON (Carte 1/2)



Dessiné :BE/ SIGEO PA	Vérifié : J. THOMAS	21/09/2016

échelle : 1/20 000°

N°OG-SIG : SIAOICET - 1609_00_A3Pa_PLU_OuvRTE_C1_ind0
Sources : RTE-BV CNER juin 2016, IGN®

Le code couleur des symboles et des annotations indique la tension maximale d'exploitation de l'ouvrage

400 kV	225 kV	150 kV	90 kV	63 kV	< 45 kV	Hors tension

LIGNES

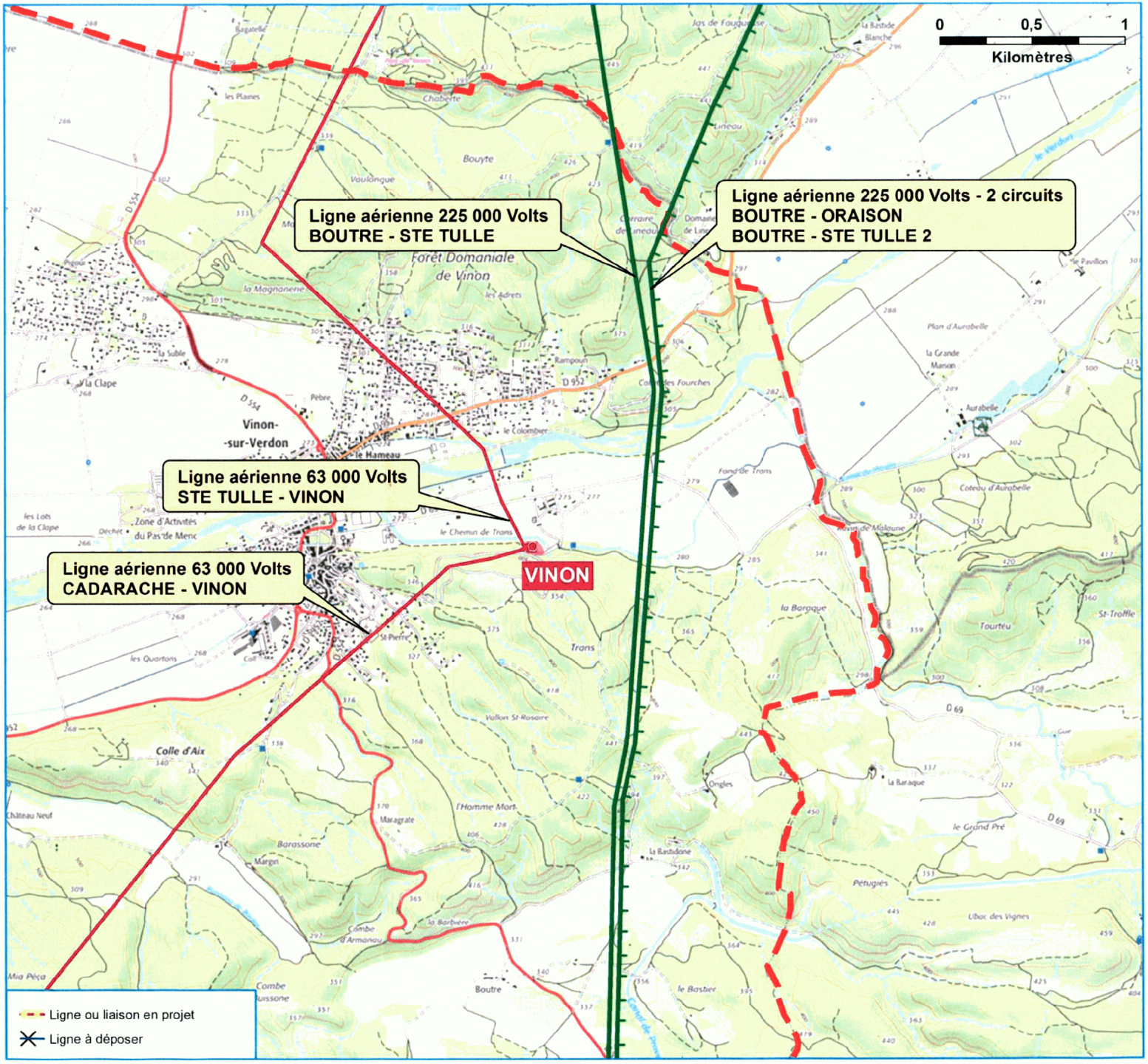
En exploitation

Nombre de circuits	Lignes aériennes	Câbles souterrains
1 circuit		
2 circuits prévus , 1 circuit installé		
2 circuits		
3 circuits et plus		

La couleur de la ligne porte la tension maximale de l'ouvrage, les barbules, les tensions inférieures ou égales

Légende RTE :

Limite communale

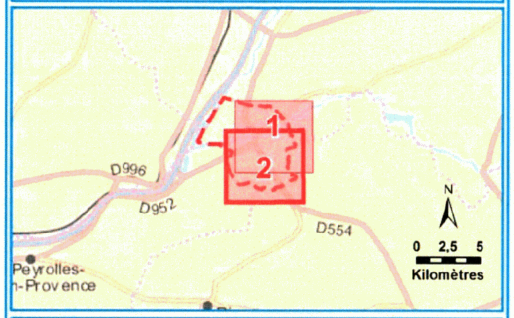


Courrier DOTELEC N°111819 - Numérisé le : 21/11/2016

Réseau de transport d'électricité

OUVRAGES ELECTRIQUES ET SERVITUDES I4 TRAVERSANT LA COMMUNE DE :

VINON-SUR-VERDON (Carte 2/2)



SIGEO	Dessiné :BE/ SIGEO PA	Vérifié : J. THOMAS	21/09/2016
	échelle : 1/20 000	N° DG-SIG SIAOICET - 1609_00_A3Pa_PLU_OuvRTE_C2_ind0 Sources : RTE-BV CNER juin 2016, IGN	

Le code couleur des symboles et des annotations indique la tension maximale d'exploitation de l'ouvrage

400 kV | 225 kV | 150 kV | 90 kV | 63 kV | < 45 kV | Hors tension

LIGNES

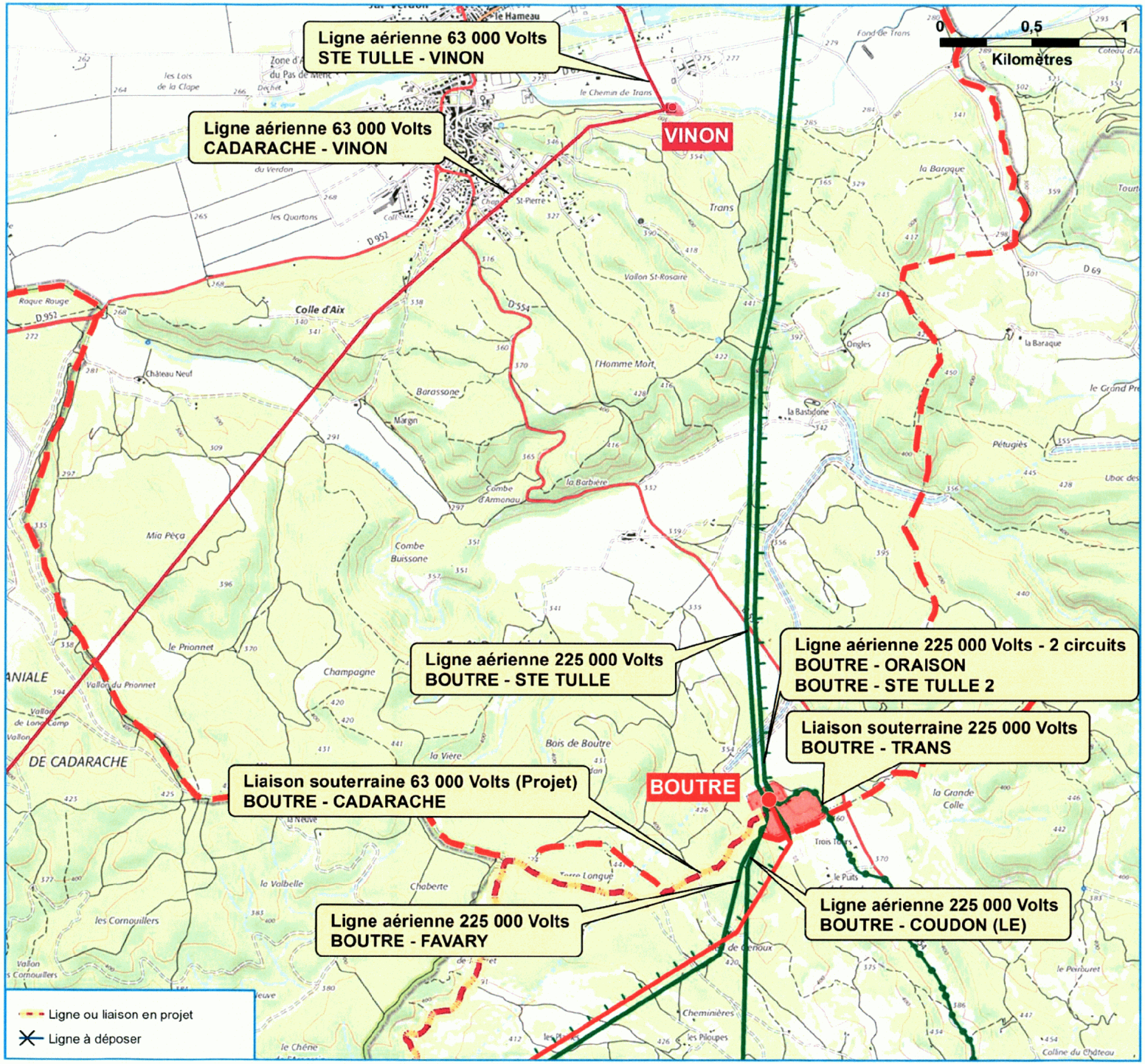
En exploitation

Nombre de circuits	Lignes aériennes	Câbles souterrains
1 circuit		
2 circuits prévus ; 1 circuit installé		
2 circuits		
3 circuits et plus		

La couleur de la ligne porte la tension maximale de l'ouvrage, les barbules, les tensions inférieures ou égales

Légende RTE :

Limite communale



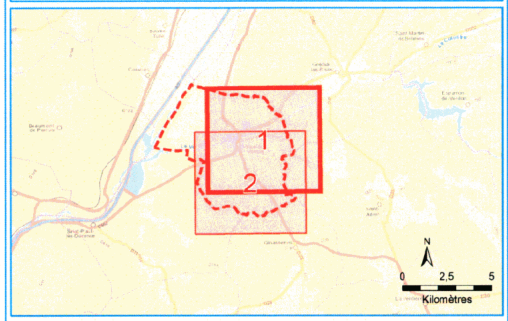
page 29 sur

Courrier DOTELEC N°111819 - Numérisé le : 21/11/2016

Réseau de transport d'électricité

ESPACES BOISES CLASSES (EBC) ET OUVRAGES ELECTRIQUES TRAVERSANT LA COMMUNE DE :

VINON-SUR-VERDON (Carte 1/2)



SIGEO	Dessiné :BE/ SIGEO PA	Vérifié : J. THOMAS	22/09/2016
	Echelle : 1/10 000°	N° OG - SIG : SIAO/CET - 1609_00_A1Pa_PLU_OuvRTE Sources : RTE-BV CNER juin 2016, IGN, PLU VINON-SUR-VERDON	

Le code couleur des symboles et des annotations indique la tension maximale d'exploitation de l'ouvrage

400 kV	225 kV	150 kV	90 kV	63 kV	< 45 kV	Hors tension

LIGNES

En exploitation

Nombre de circuits	Lignes aériennes	Câbles souterrains
1 circuit		
2 circuits prévus , 1 circuit installé		
2 circuits		
3 circuits et plus		

La couleur de la ligne porte la tension maximale de l'ouvrage, les barbules, les tensions inférieures ou égales

Légende RTE :

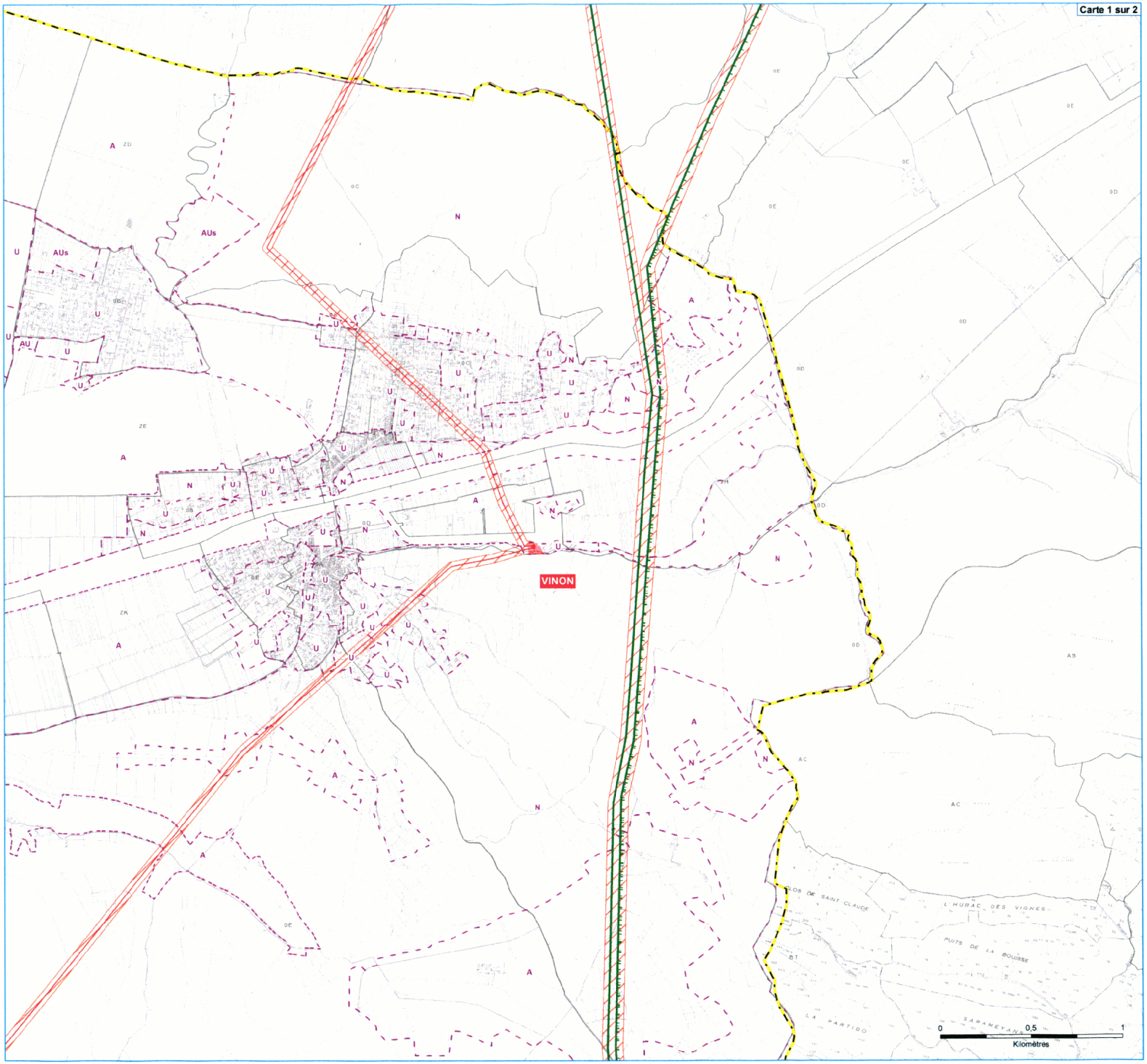
Couloir de déclassement dans EBC pour ligne électrique théorique

Légende PLU :

Limite communale

Zonage PLU

Espace Boisé Classé à conserver ou à créer

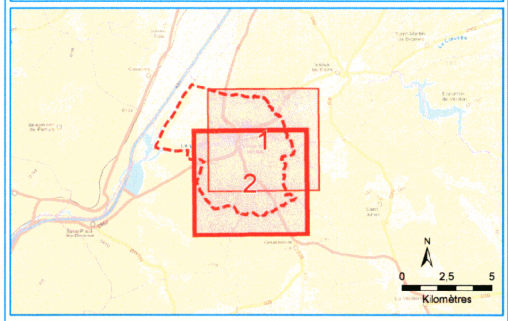


Courrier DOTELEC N°111819 - Numérisé le : 21/11/2016

Réseau de transport d'électricité

ESPACES BOISES CLASSES (EBC) ET OUVRAGES ELECTRIQUES TRAVERSANT LA COMMUNE DE :

VINON-SUR-VERDON (Carte 2/2)



Dessiné :BE/ SIGEO PA	Vérifié : J. THOMAS	22/09/2016

Echelle : 1/10 000°

N° OG - SIG : SIAOICET - 1609_00_A1Pa_PLU_CouvRTE
Sources : RTE-BV CNER juin 2016, IGN, PLU VINON-SUR-VERDON

Le code couleur des symboles et des annotations indique la tension maximale d'exploitation de l'ouvrage

400 kV	225 kV	150 kV	90 kV	63 kV	< 45 kV	Hors tension

LIGNES

En exploitation

Nombre de circuits	Lignes aériennes	Câbles souterrains
1 circuit		
2 circuits prévus , 1 circuit installé		
2 circuits		
3 circuits et plus		

La couleur de la ligne porte la tension maximale de l'ouvrage, les barbules, les tensions inférieures ou égales

Légende RTE :

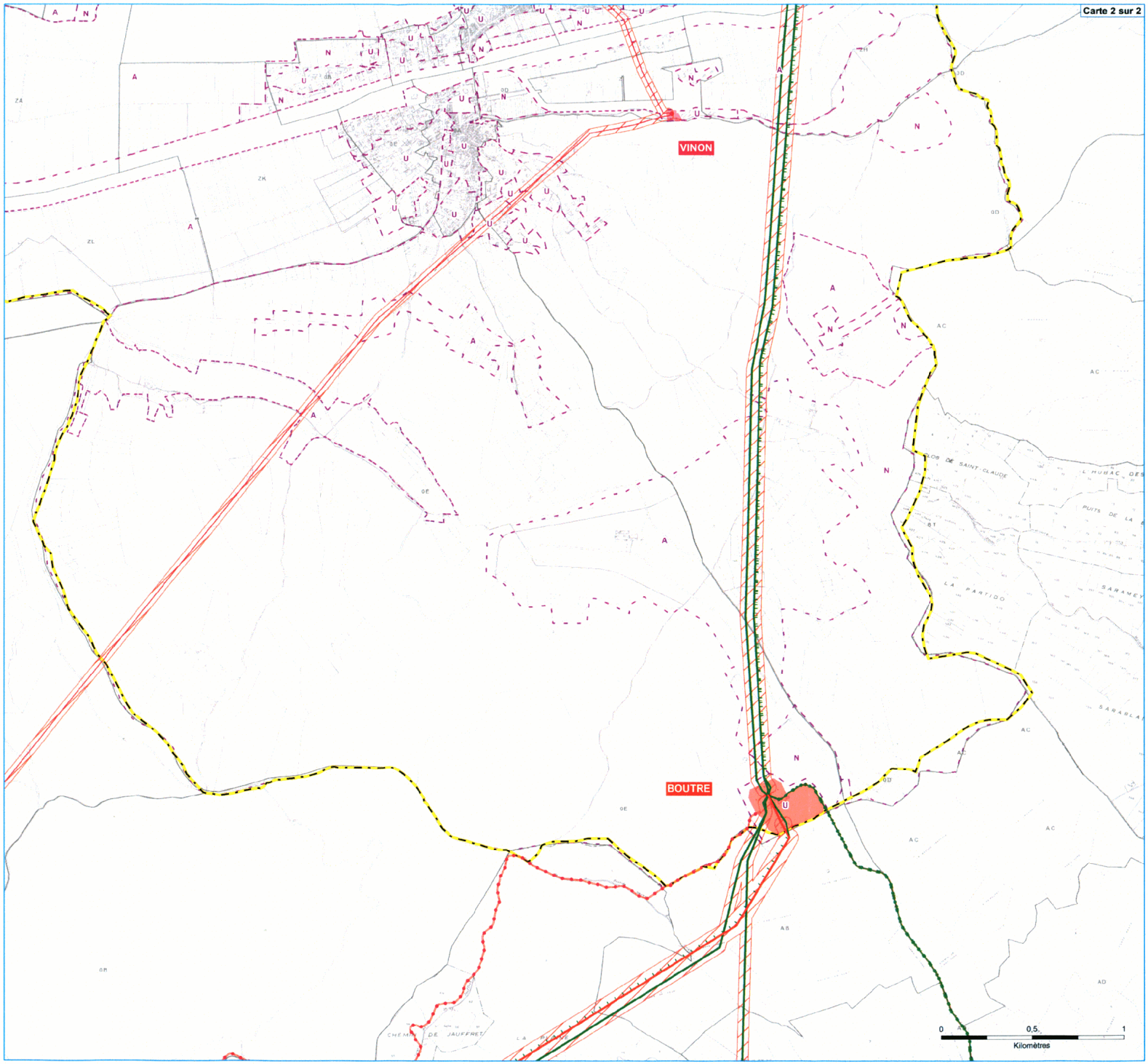
Couloir de déclassement dans EBC pour ligne électrique théorique

Légende PLU :

Limite communale

Zonage PLU

Espace Boisé Classé à conserver ou à créer



page 31 sur

→ AH

04 OCT. 2016

2663

S.A.D. n°

	AT	AV	INF	SIGN	CI
CS					
ADJ					
SC					
ADS					
RISQ					
PAT					
SIG					
PER					
PUB-AC					
PEG					
TRI					

Office National des Forêts

Direction territoriale
Méditerranée

Agence Territoriale
Alpes-Maritimes - Var

101 Chemin de San Peyre
83220 Le Pradet
Tél. : 04 98 01 32 50
Fax : 04 94 21 18 75

Préfecture du Var
DDTM
Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie
83070 TOULON CEDEX

Le Pradet, le 29 Septembre 2016

Ns réf : SF/JB/AL
Affaire suivie par : Agnès Legout
Mél : agnes.legout@onf.fr
Tél : 04 98 01 32 63

Vs réf : V/courrier du 1/9/16

Objet : avis sur le PLU de Vinon-sur-Verdon

SERVICE TERRITORIAL OUEST VAR
05 OCT. 2016
Arrivée

Par courrier reçu le 6 septembre 2016, vous sollicitez l'avis de l'ONF sur le plan local d'urbanisme de la commune de Vinon-sur-Verdon.

La seule forêt relevant du Régime forestier sur le territoire communal est la forêt domaniale de Vinon (366.77 ha, aménagement forestier approuvé sur la période 2010 – 2029).

De façon générale, la vision de la forêt au sein des espaces naturels, essentiellement sous l'angle d'une ressource patrimoniale à préserver (biodiversité, corridor écologique, détente, paysage) ou à protéger vis-à-vis du risque incendie, n'intègre pas l'ensemble des activités forestières dans le cadre d'une gestion durable et multifonctionnelle. En particulier, l'absence de prise en compte des enjeux de production en forêt domaniale de Vinon (récolte annuelle moyenne de bois de 551 m3, source : aménagement forestier en vigueur) est à regretter. Il conviendrait d'en faire mention au rapport de présentation (par exemple à la partie I, chapitre I, IV 3 « *les dynamiques socio-économiques, l'agriculture sur le territoire communal* »).

Concernant le zonage, le classement du territoire de la forêt domaniale en zone N naturelle et forestière convient : l'avis de l'ONF est favorable.
Il est difficile d'estimer si l'extension au nord-est et au nord-ouest de la zone urbanisée des Adrechs est prévue à moins de 50 mètres de la forêt domaniale, auquel cas celle-ci serait concernée par la réglementation sur les OLD. Si cela est avéré, cette situation est incompatible avec les objectifs de gestion de la forêt domaniale et l'ONF émet un avis défavorable.

Le PADD et le rapport de présentation sont complets et bien documentés.
L'orientation décrite au paragraphe « *maintenir les espaces agricoles au Sud au sein des espaces naturels boisés* » de la page 25 est à compléter en ajoutant qu'elle sera mise en œuvre de façon compatible avec la présence d'espaces relevant du Régime forestier.

Au rapport de présentation, l'application du Régime forestier sur la forêt domaniale de Vinon (366,77 ha), comme outil réglementaire de protection du milieu, pose mérite d'être mentionnée au tome 1, Chapitre II, III, 8.1 « *Le milieu naturel, biodiversité et fonctionnements écologiques* », « *le patrimoine naturel* », « *zones de protection naturelles et espaces naturels à enjeux* ».

Plus en détail, des confusions sont relevées entre forêt domaniale et communale. Ainsi, dans les annexes réglementaires, le fichier sur l'arrêté d'aménagement forestier est nommé « *forêt communale* ». De même, dans la liste des servitudes (annexes SUP PLU), il est indiqué « *forêt communale* » au lieu de forêt domaniale.
La page 6 du PADD parle des « espaces boisés présents sur le territoire avec « *la forêt domaniale du Mont Ginest* ». Il convient de rajouter « *Aven Noir* ».
Le tome 1 du rapport de présentation indique à la page 73 (partie 2, chapitre 2.4 « *Exposé des motifs retenus pour les délimitations des zones et des règles applicables* ») : « *L'objectif est … de favoriser l'utilisation de la forêt* ». Il conviendrait de parler aussi de valorisation du potentiel économique de la forêt.

Le Chef du Service forêt

Julien Bouillie

Copie à :
Monsieur le Maire de Vinon sur Verdon

Réseau de transport d'électricité

VOS REF. :

NOS REF. : LE-ING-CDI-MAR-SCET-16-PLU-PA

INTERLOCUTEUR : THOMAS Josy
TEL. : 04 88 67 43 21
MAIL : josy.thomas@rte-france.com

OBJET : Elaboration Plan Local d'Urbanisme
Commune de VINON-SUR-VERDON
« Projet Arrêté »

Direction Départementale des Territoires et de la Mer du VAR
Service Territorial OUEST VAR
Bureau Aménagement
Quartier du Plan

83170 BRIGNOLES

A l'attention de Mme Elodie CEMBRANI

Marseille, le 7 octobre 2016

Madame,

Vous nous informez, par courrier du 1er septembre 2016, que la commune de VINON-SUR-VERDON a arrêté, par délibération du Conseil Municipal en date du 28 juillet 2016, son projet de Plan Local d'Urbanisme.

L'étude de ce dossier nous amène à formuler quelques demandes d'adaptation pour rendre compatible l'existence de nos ouvrages publics de transport d'électricité et le document d'Urbanisme de cette commune.

- **Lliste des Servitudes I4**

Nous vous adressons, ci-joint, une notice d'information relative aux lignes et canalisations électriques RTE donnant toutes les précisions utiles les concernant, notamment les textes de réglementation générale relatifs d'une part, au service public de l'électricité, et d'autre part, à l'exercice des servitudes et leurs conséquences directes. Ces éléments vous permettront de réactualiser cette liste, notamment la rubrique «Textes de règlementation ».

De plus, nous vous signalons que le Gestionnaire des Servitudes I4, en charge du traitement des documents d'Urbanisme (PLU, carte communale, SCOT) est :

Réseau Transport d'Electricité (RTE) *et non plus RTE TESE*

Centre Développement et Ingénierie MARSEILLE (CDIM) *et non plus GIMR*

Service Concertation Environnement Tiers (SCET)

46, Avenue Elsa Triolet CS 20022

13417 MARSEILLE CEDEX 08

De même, le service chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance de ces servitudes, à consulter pour tous travaux ou projets de construction soumis à autorisation ou déclaration, ou demande de certificat d'urbanisme, et situés à proximité (bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de nos ouvrages HTB), est :

Réseau Transport d'Electricité (RTE) ***et non plus RTE - TESE***

Groupe Maintenance Réseaux (GMR) PROVENCE ALPES DU SUD ***et non plus GET***

ZAC LES CHABAUDS

251, Rue Louis Lépine

13320 BOUC-BEL-AIR

(Tél. 04.42.65.67.00)

Les intitulés de ces ouvrages HTB sont à reprendre (plan Servitudes joint) :

- Ligne aérienne 225 000 volts BOUTRE – COUDON (LE)
- Ligne aérienne 225 000 volts BOUTRE – FAVARY
- Liaison souterraine 225 000 volts BOUTRE – TRANS (Arrêté interministériel de DUP du 28/03/2012)
- Ligne aérienne 225 000 volts BOUTRE – SAINTE TULLE 1
- Ligne aérienne 225 000 volts 2 circuits - BOUTRE – ORAISON
  - BOUTRE – SAINTE TULLE 2
- Ligne aérienne 400 000 volts 2 circuits - BOUTRE – PRIONNET (LE)
  - BOUTRE – PLAN D'ORGON
- Ligne aérienne 63 000 volts CADARACHE – VINON
- Ligne aérienne 63 000 volts SAINTE TULLE – VINON.

Nous vous informons également que RTE a actuellement en cours d'instruction le projet de :

- **Liaison souterraine 225 000 volts BOUTRE – CADARACHE.** Cet ouvrage passera sur le territoire de la commune de VINON. (cf. plan du projet joint).

Le fait de préciser s'il s'agit d'un ouvrage aérien ou souterrain sur la liste des Servitudes est important, car si ce dernier vient à traverser des espaces boisés classés (EBC), un couloir de déclassement, de largeur différente selon la nature et la tension de la ligne, est alors à matérialiser sur le plan de zonage du PLU.

Afin de bien matérialiser les tracés de ces différents ouvrages, nous vous joignons également les fichiers SIG de la commune.

- **Règlement**

Nous vous rappelons que RTE, afin de préserver la qualité et la sécurité du transport d'énergie électrique, doit pouvoir effectuer les opérations de maintenance et les réparations nécessaires à l'entretien et au bon fonctionnement des ouvrages de transport d'électricité.

De plus, les ouvrages HTB de RTE (postes et lignes) ont des spécificités techniques particulières en hauteur et tenue mécanique (arrêté technique interministériel). Ils sont amenés à être déplacés, modifiés ou encore surélevés pendant leur durée de vie, que ce soit pour des raisons de sécurité vis à vis des tiers ou encore des impératifs techniques. C'est pourquoi, nous nous permettons d'insister sur le fait que RTE puisse conserver la possibilité de modifier ses ouvrages à tout moment et sur la nécessité de leur compatibilité avec le nouveau PLU.

De fait, il serait judicieux de rajouter au Titre I – Dispositions générales, ou au niveau de chacune des zones de ce règlement, un paragraphe spécifique aux ouvrages RTE stipulant : « ***Les constructions et installations nécessaires au fonctionnement du Réseau Public de Transport d'Electricité, ainsi que les exhaussements et les affouillements qui leur sont liés*** » sont autorisés dans les différentes zones du Règlement. De plus, ces ouvrages techniques d'intérêt général ne sont pas soumis aux dispositions des Articles 6 à 11 de ces zones.

- **Plan de zonage**

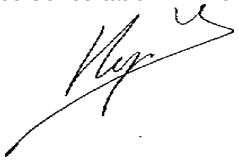
Nous avons pu constater que nos ouvrages ne traversaient pas d'espaces boisés Classés (EBC).

Le PLU de cette commune doit être totalement compatible avec les ouvrages publics de transport d'électricité.

Nous vous remercions, par avance, de bien vouloir communiquer ces derniers éléments à Monsieur le Maire de VINON-SUR-VERDON afin qu'il puisse les prendre en compte avant approbation du nouveau document d'Urbanisme de sa commune.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Chef du Service Concertation Environnement Tiers



Isabelle ODONE-RAYBAUD

P.J. : - Notice Information RTE Servitudes I4

- Plans + Fichiers SIG

Copie : - M. le Maire de la commune de VINON-SUR-VERDON